ISSN 0024-7650

M 6189 - 1026 - 8,00 F

3796189008001 10260

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 026 - 30 janvier 1988 - prix : 8 F

ils veulent supprimer le SMIC

SEGUIN ET LES PATRONS VEULENT BAISSER TOUS LES SALAIRES ET CONTINUER A LICENCIER

Ils veulent supprimer le SMIC

SÉGUIN ET LES PATRONS VEULENT BAISSER TOUS LES SALAIRES ET CONTINUER A LICENCIER

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'ennemi à abattre, le responsable du chômage, le ministre des Affaires sociales l'a trouvé, c'est... le SMIC, le salaire minimum ! Cela fait longtemps que le patronat demande qu'on supprime cet obstacle à la baisse des salaires. Philippe Séguin se range à son avis. Il a bien dit qu'on n'allait pas le remettre en cause. Mais c'est pour ajouter que, de toute façon, « il faut voir les choses en face », « cette référence n'existe plus ». Et d'ajouter en substance que si on veut « développer l'emploi », il faut cesser de se soucier de ce salaire minimum.

Un certain nombre de soi-disant experts, de journalistes, ont d'ailleurs précédé cette campagne. D'autres suivent, comme cet universitaire qui proclame doctement dans les colonnes du Figaro qu'il y a « des butoirs à faire sauter... celui du SMIC », car il faut « réduire le coût du travail, et surtout du travail peu ou non qualifié, dont le niveau trop élevé contrarie l'embauche ». Et le même, dont on voudrait bien voir la feuille de paye, de déclarer que les chômeurs sont « victimes des salaires réels trop élevés donnés à ceux qui sont en place » !

★ ★ ★

A en croire ces gens-là, la cause du chômage est dans les salaires, et surtout les bas salaires, car ce sont ces derniers qui seraient trop élevés. Ils ne parlent pas du leur, évidemment, ni des profits patronaux. Payer des travailleurs au SMIC, estiment-ils, c'est encore trop cher payé : ils veulent donc faire sauter ce barrage – même si Séguin reconnaît lui-même qu'il est largement contourné dans les faits – et disent que cela nous sortira du chômage. Mais les salaires réels n'ont pas cessé de baisser, depuis 1982 qu'ils sont bloqués. Cela a certes augmenté les profits des entreprises, mais cela n'a pas supprimé un seul chômeur.

Tous ces gens-là font semblant de se préoccuper des « exclus »... pour dire qu'il faut « réinsérer » les chômeurs dans le circuit productif, avec des salaires de 2 000 à 3 000 F par mois. Ils considèrent qu'un chômeur de longue durée qui reçoit 2 000 F d'aide se sent assisté, exclu, et qu'il faut donc lui permettre de « s'intégrer », c'est-à-dire de travailler... pour le même prix. Bref, ces gens-là aiment les pauvres et les chômeurs, ils leur veulent du bien, c'est-à-dire du travail pour pas cher. Comme aux Etats-Unis, ce pays où on peut « travailler et être pauvre », comme le dit Philippe Séguin sans rire.

★★★

Oui, la crise et le chômage, c'est une aubaine pour la bourgeoisie. C'est l'occasion de pouvoir puiser, dans la réserve que représentent les chômeurs, une main-d'œuvre à bon marché, parfois presque gratuite. Car du chômage au travail forcé, mal payé et sans espoir, il n'y a qu'un pas. Un pas que franchissent les hommes politiques au service de la bourgeoisie quand ils décident de supprimer les dernières garanties et protection sociales dont bénéficient encore les travailleurs.

Et ces gens qui, lors du krach boursier, ont flambé d'une capitale à l'autre l'équivalent de l'ensemble de la dette du Tiers Monde, osent dire aujourd'hui que ce qui ruine l'économie, ce sont les smicards !

Car ce qui les arrangerait, ce dont ils rêvent, c'est de faire des bénéfices en augmentant la rentabilité grâce à la seule baisse des salaires, sans moderniser l'appareil de production, jusqu'à ce que les machines tombent en ruine, pour pouvoir aller faire d'autres bénéfices ailleurs, et ainsi de suite. Ça ne créera pas de nouveaux secteurs de production, ça ne développera pas le marché de consommation, mis à part la seule consommation des riches. Mais que cela ruine l'économie, tant pis, pourvu que ça les enrichisse.

Les riches, comme les intellectuels qu'ils entretiennent pour théoriser leur façon de s'enrichir, voient dans le profit individuel le seul moteur de l'économie. En ce qui les concerne, il leur paraît impossible de faire preuve « d'initiative » s'ils ne peuvent pas augmenter leurs revenus, s'ils ne sont pas aidés par l'Etat, si leurs charges et leurs contraintes ne sont pas allégées. Par contre, au bas de l'échelle, pas besoin d'initiative, donc pas besoin d'augmenter les revenus, au contraire. Car pour eux, forcément, l'initiative des uns suppose la résignation des autres !

Quant à nous, nous sommes convaincus qu'au plus bas de l'échelle, on fera preuve d'initiative pour en finir avec un système aussi pourri.

On nous disait il y a peu encore que la classe ouvrière disparaissait, au profit de la « société de consommation ». Mais à cause de la rapacité de la bourgeoisie et du patronat, le prolétariat, au pire sens du terme, en tant que classe sociale exclue de tout, réapparaît. C'est ce prolétariat qui prendra des coups de colère. C'est ainsi que la bourgeoisie est en train de creuser sa propre tombe, tandis que les économistes à son service l'y aident par leur cynisme.

La droite et la non-candidature de Mitterrand

COMMENT L'OUVRIR QUAND ON N'A RIEN À DIRE ?

Il faut les entendre, tous ces lieutenants, sous-lieutenants ou officiers d'ordonnance de Chirac et de Barre, tempêter comme des galopins dans une cour de récréation : *«C'est pas d'jeu»*, disent-ils, *«Il y a Tonton qui triche. Tant que Mitterrand se tait, on n'a pas d'adversaire en face. Le débat est faussé, la démocratie bafouée»*. Etc.

Sans vouloir défendre Mitterrand, il faut constater que ces petits messieurs ne manquent pas d'air. Que l'on sache, Barre n'a pas encore officiellement fait acte de candidature. Ce n'est que le 8 février prochain que la tortue promet de changer de vitesse. Cramponnez-vous !

Chirac, pressé par son compère Balladur, a été plus rapide en annonçant sa décision à la mi-janvier. Ce qui n'a guère changé les choses. Mais lui assumant, en tant que Premier ministre, la responsabilité de la politique actuelle, a intérêt à se donner un peu de champ. Un problème que n'ont pas ses concurrents.

De toute façon, rien dans la Constitution n'oblige les candidats à se déclarer longtemps à l'avance. De Gaulle, qui en fut l'inspirateur, annonça sa décision, en 1965, quatre semaines avant le scrutin. Et Giscard fit de même. La durée de la campagne officielle est fixée à deux semaines avant le premier tour de l'élection, c'est-à-dire que, si celle-ci a lieu le dimanche 24 avril comme c'est probable, la campagne officielle commencera le 10 avril. Au nom de quel principe, de quelle règle devrait-elle durer plus ? Et de combien ?

C'est un débat tout à fait artificiel qu'a lancé la droite. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle n'a rien à proposer de différent du PS, ou de différent de la politique qu'elle mène déjà à l'heure actuelle.

Quand on n'a rien à dire, mieux vaut parler d'autre chose, et fabriquer des faux débats sur des questions de forme et de procédure.

Il y a fort à parier que ce ne sera pas le dernier d'ici avril prochain.

Jean-Pierre VIAL

Horizon 1995

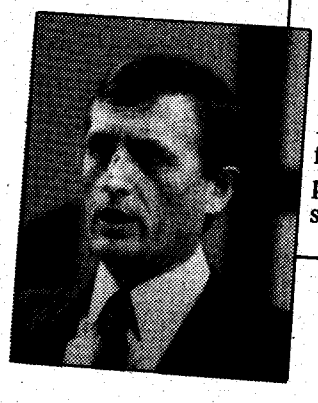
LOT DE CONSOLATION POUR ROCARD

Invité à un petit déjeuner à l'Elysée, Rocard a eu confirmation de la bouche de Mitterrand soi-même que l'actuel président ne ferait connaître sa décision concernant sa candidature à la prochaine présidentielle qu'en... mars, ainsi que Rocard s'est empressé de l'annoncer à la presse.

Mitterrand a sans doute surtout essayé de neutraliser un concurrent à qui il risquait de laisser le champ libre (bien obligé !) tant qu'il n'affirmait pas sa candidature.

Qu'a-t-il bien pu promettre à Rocard ? Un fauteuil de Premier ministre ? Ce n'est même pas sûr. Car ce fauteuil, Mitterrand, s'il était réélu, devrait aussi peut-être le réserver à l'un des quelconques ministrables de droite avec lesquels il pourrait envisager une éventuelle majorité gouvernementale de coalition...

Alors, qu'a-t-il bien pu promettre d'autre ? Une place de présidentiable pour les futures élections, d'ici cinq ou sept ans ? Pourquoi pas, en effet. Mitterrand peut toujours promettre son soutien à Rocard pour 1993 ou 1995... D'ici là, Rocard n'a qu'à espérer que Mitterrand soit élu et tienne bon jusqu'à la retraite.



Horizon 1995 (suite)

LÉOTARD QUE JAMAIS

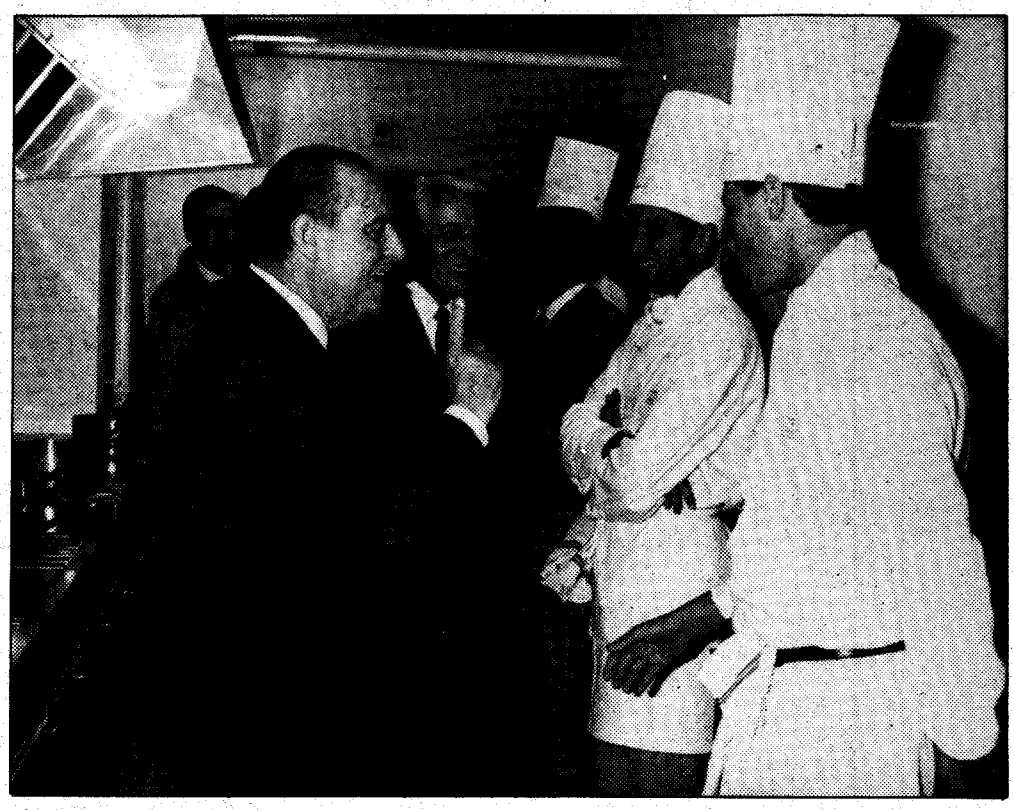
Le Parti Républicain de François Léotard s'est prononcé à 93,92 % pour le soutien au candidat Raymond Barre. Une majorité trop écrasante pour être tout à fait honnête, et qui masquait mal en tout cas les grincements de dents et les râclements de pieds.

Eh oui, c'était le glas de la candidature Léotard. Le clou du spectacle organisé au Zénith n'était-il pas le soupir illuminé de son compère Madelin : *«Je me prends à imaginer ce qu'aurait été la campagne de François Léotard, dieu qu'elle aurait été belle»*... A quoi compère Léotard fit écho : *«Je ne vous confie qu'une seule promesse, un jour à venir, vous et moi nous gagnerons ensemble»*.

Puisqu'il a été doublé au poteau par la tortue Barre, Léotard n'a plus qu'à faire contre mauvaise fortune bon cœur et... prendre son tour pour les présidentielles suivantes. On n'est jamais trop tôt sur la ligne de départ... pour 1995 !

Barre et la dissolution de l'Assemblée

LES CALCULS D'AUJOURD'HUI ET LES SOLUTIONS DE DEMAIN



Ce n'est pas à un vieux politicien qu'on apprend la cuisine... électorale.

Barre, candidat de l'UDF, a rappelé à plusieurs reprises que s'il est élu, contrairement à Chirac, il dissoudra l'Assemblée nationale.

On peut fort bien comprendre que si Barre l'emporte sur Chirac au premier tour, puis sur le candidat socialiste au second, il essaie d'en profiter pour modifier le rapport de forces entre l'UDF et le RPR à l'Assemblée. Il peut espérer en effet que, compte tenu du fait que le scrutin n'est plus un scrutin proportionnel par département comme en 1986, mais un scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans des circonscriptions plus réduites, son succès éventuel aux présidentielles se répercuterait aux législatives en faveur de l'UDF. Ce parti pourrait peut-être reprendre quelques sièges au RPR ; comme il peut aussi espérer bien sûr bénéficier de la prévisible perte de sièges du Front National qui serait largement défavorisé par le scrutin majoritaire.

Pourtant la position de Barre ne fait pas, loin s'en faut, l'unanimité parmi les formations qui constituent l'UDF. Giscard d'Estaing, l'ancien président de la République, n'a pas caché qu'il était pour un maintien de l'Assemblée, tandis que d'autres personnalités ralliées à Barre au nom d'un prudent «mieux vaut tenir que courir», ne voient pas d'urgence à renvoyer les députés devant les électeurs. Et en réalité, rien ne dit que Barre campe toujours sur ses positions. Pour le moment il s'agit surtout pour lui de l'emporter sur Chirac, donc de s'en distinguer.

Reste le problème des députés du Front National ; ils risquent de se sentir menacés par une dissolution, du fait du retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Vis-à-vis d'eux, Barre pourrait bien avoir une politique à plusieurs tiroirs. Tout d'abord, au lendemain du premier tour des présidentielles, quand les électeurs du Front National n'auront plus de candidat à eux, Barre devra peut-être les rassurer pour faire le plein des voix de droite. Ensuite, s'il l'emporte au deuxième tour, il trouvera peut-être d'autres moyens de remodeler à son goût le visage de l'Assemblée que de la dissoudre : Il peut tenter de recomposer une majorité stable en suscitant des alliances et des ralliements parmi des députés ou des courants avec lesquels il pourrait, justement, négocier l'abandon de son projet de dissolution.

En tout cas, ce que Barre fera demain, s'il est élu, dépend certainement beaucoup moins de ses déclarations d'aujourd'hui que de ses résultats électoraux, et plus précisément de comment il aura été élu et grâce à qui. Et ce sont bien sûr les mêmes calculs politiciens qui prévaudront chez ses rivaux et ses alliés d'aujourd'hui et de demain.

Henriette MAUTHEY

La candidature d'Arlette Laguiller

MEETINGS D'ARLETTE LAGUILLER

candidate de LUTTE OUVRIÈRE

• **à VANNES**

Le vendredi 5 février, à 20 h 30

Palais des Arts et des Congrès

• **à PARIS**

le vendredi 19 février, à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité

Le vendredi 19 février,

MEETING LUTTE OUVRIÈRE

À

MONTLUÇON

avec Daniel VITRY

porte-parole de la Coordination nationale des cheminots pendant la grève de l'hiver 1986-87

"il n'y a pas de miracles pour s'en sortir"

(...) Je me permets de vous envoyer la petite somme de 100 F, je ne peux plus, car étant au chômage depuis plus d'un an, je suis obligé de compter tous les jours, comme sûrement beaucoup de mes camarades. Mais si tous les gens ennuyés faisaient un effort pour comprendre qu'il n'y pas de miracles pour s'en sortir, alors là, je pense, tout le monde serait heureux et vivrait comme tout être humain doit vivre. (...)

R.R. (Haute-Garonne)

Défendre les positions internationalistes

Ci-joint un chèque de 500 francs pour qu'Arlette défende les positions vraiment socialistes et internationalistes au cours de la campagne électorale.

Mon principal point de désaccord avec vous actuellement porte sur l'Afghanistan...

L.Q. - Arcueil (Val de Marne)

"tu es la seule femme à te présenter..."

J'ai décidé de t'apporter mon soutien moral et financier pour les élections présidentielles. Je souhaite que ta voix soit entendue et, à travers ta voix, celle d'hommes, de femmes (dont la mienne...) et peut-être aussi celle des enfants, oubliés le plus souvent dans les campagnes électorales qui espèrent un monde humain et fraternel pour demain.

(...) Je ne suis pas toujours en accord avec ta manière de dire ; il me semble qu'il est important d'établir les liens et non pas de créer des divisions.

(...) Avec ma confiance, mon soutien et mes sentiments révolutionnaires, je te souhaite plein de courage.

C.J. - Nancy

POUR SOUTENIR SOUSCRIVEZ

LA SOUSCRIPTION

total à ce jour : 146.028

RÉGION PARISIENNE

Kind : 300 F. Dany, Marie-Christine et Nicolas : 200 F. Lycée Mallarmé : Le Berre Sandrine : 30 F. Pascal : 30 F. J.-M. Martin : 20 F. Pierre Satet : 100 F. Creil Jacques : 50 F. Sympathisant ST-Cyr : 150 F. Dominique : 500 F. Deux ouvriers gentils : 60 F. Bertellin : 50 F. Mohamed : 100 F. Cécile : 200 F. Une mère anonyme : 100 F. Setton Tamara : 300 F. Frédéric : 200 F. Ouali : 50 F. Arroyo : 50 F. Henri : 200 F. Une mère qui sympathise : 100 F. Un pote : 200 F. Une élève infirmière : 70 F. Chantal et ses parents de Saint-Nazaire : 200 F. Régine des Pyrénées : 100 F. Cécile : 30 F. Blanc : 70 F. Gérard : 35 F. Friederici J.-C. : 20 F. Un camarade : 1 000 F. A.K. : 100 F. Ozer G. : 50 F. Pierre F. : 200 F. Régis (BNP Paris) : 50 F. Sylvie : 100 F. Sophie : 100 F. Charlot : 20 F. Guidot B. et E. : 500 F. Malich C. : 100 F. Augustin : 50 F. J. Dieulangard : 50 F. T. Levesque : 50 F. C. Morel : 50 F. Daniel : 20 F. Christian : 200 F. Les cousins (4) : 400 F. Argenteuil : Marie-Thérèse : 40 F. Henri-Claude : 300 F. Grand-mère : 100 F. Travailleuse suisse : 100 F. Marie-France : 150 F. José sympathisant Corbeil : 100 F. Parrick cheminot : 100 F. Gérard, avec toute ma sympathie et souhait d'entendement : 50 F. Gracié, sympathisant : 50 F. Jacqueline Lopez, lycéenne pour Arlette : 50 F. Joël, éduquons pour la Révolution, un militant anarcho-syndicaliste : 50 F. José, un camarade tuyauteur : 100 F. **UAP Jules Lefebvre Paris 9e :** Ghislaine : 50 F. employé : 25 F. Employé : 50 F. **PTT Paris :** Un copain : 200 F. Sami 30 F. Soutien : 200 F. Danièle : 100 F. Philippe P : 500 F. Mazurier C : 400 F. Patrick, technicien : 300 F. Fouchaq B : 50 F. Villeseche Thierry : 50 F. A Malherbes : 100 F. **Chèques Postaux Bourseul :** Scouarnec : 200 F. Elise : 200 F. Germaine : 300 F. Pascale : 100 F. Marie-Louise : 100 F. **Rhône-Poulenc (Vitry) :** Ciuti Patrice : 200 F. Gielen Nicole : 100 F. Philippe Lecaer : 100 F. Patrick Faucheux : 30 F. William : 50 F. André Blanchard : 50 F. Une ouvrière du CRN : Warin : 50 F. Claude Hassan : 50 F. Michel Planche : 88 F. Ladjan : 20 F. Penigaud : 40 F. Danièle Riché : 200 F. Bernadette Virolle : 100 F. Michel Langlet : 200 F. Brigitte : 40 F. Pierre : 50 F. **Thomson-St-Denis :** Valdenebro : 200 F. Kacpereck : 100 F. Legraet : 40 F. Dagiste : 20 F. Un gars de chantier : 100 F. Un licenciable : 100 F. X. : 60 F. Montadert : 100 F. Sicard : 60 F. Boin : 50 F. Charlot : 100 F. Imbert : 100 F. Hamoudi : 20 F. Lopez : 50 F. Mustapha : 40 F. Dekeyser : 50 F. Challin : 50 F. Bossone : 30 F. Canos 50 F. Samson : 60 F. **Crédit Lyonnais Siège :** Marie-Catherine : 100 F. Amanda : 200 F. Isabelle : 20 F. Frédérique : 20 F. Françoise : 20 F. Pierre : 20 F. Rosine : 50 F. Cionel : 300 F. **Crédit Lyonnais Paris :** Claire... j'hiberne mais je t'aime : 100 F. Patricia : 100 F. Sophie Frank (sans commentaires !) : 100 F. Le café du coin : 100 F. Anne-Marie : 100 F. Mercédès : 100 F. Richard : 100 F. Solidarité féminine : 150 F. J.-P. L. : 300 F. **SNCF Dépôt Sud-Ouest :** Genot Marcel : 20 F. Barbarit : 10 F. Militon : 20 F. Nicol Sadon : 25 F. Berthelot : 20 F. Auger : 20 F. **Chantier de Puteaux :** Bollin : 30 F. Taillaisson : 20 F. Thézénas : 50 F. Horne : 20 F. Guizone : 30 F. Ibrahim : 10 F. Terbeche : 20 F. Darlmard : 20 F. Milet : 5 F. Chock : 10 F. Ben : 5 F. Amiche : 5 F. Jean-Luc : 16 F. Frantz : 15 F. Patrick : 544 F. Gérion : 50 F. **Groupe Malakoff Saint-Quentin-en-Yvelines :** Philippe : 400 F. Micheline : 200 F. Marie-Claude : 100 F. Annick Lesné : 100 F. Soutien vente : 30 F. Andrès Danièle : 200 F. **NCR La Défense :** Un copain : 40 F. Une secrétaire : 100 F. Dominique : 50 F. Colette : 50 F.

BESANÇON : Dominique : 100 F. Reichard Claudine : 50 F. Joël : 50 F. Collège Grecy (3) : 40 F. Un employé : 50 F. Une ASH : 50 F. Martine : 100 F. M. Paule : 50 F. Yves : 200 F. Alain : 500 F. Roland : 100 F. Couple PTT retraité : 150 F. Choix Rachel : 25 F. Issa : 100 F. Manu : 50 F.

MONTBÉLIARD : Denis Ecia Baulieu : 500 F. Bernadette : 100 F. J.-Luc ouvrier : 50 F. J.-P. enseignant : 50 F. Ouvrier : 20 F. Ouvrier sympathisant PC Peugeot-Carosserie : 100 F. Ouvrier Peugeot-carosserie : 50 F. Ouvrier Peugeot Carosserie : 50 F. Ouvrier exploité qui entend ne plus le rester : 50 F. Un beur : 20 F. Incognito : 20 F. Gru : 50 F. Philippe : 20 F. Marianne : 200 F.

STRASBOURG : Bernard Saint-Dié : 100 F. Kauffmann Charles, retraité : 50 F. Dutt Charles GMS : 50 F. Knoll Gérard, ouvrier GMS : 50 F. Oswald René, ouvrier GMS : 20 F. Gauwin Roland, ouvrier GMS : 30 F. M., ouvrier de GMS 50 F. Mère de famille : 200 F. Schott François, retraité PTT : 20 F. Un Catalan : 100 F. Hartmann : 50 F. Vente soutien : 10 F.

MULHOUSE : Le Paul : 50 F. Animateur CSC : 50 F. Ouvrier anti-Le Pen : 100 F. Ouvrier Peugeot-Mulhouse : 50 F. Soudeur : 100 F.

CLERMONT-FERRAND : Journaliste : 100 F. Journaliste : 400 F.

TOURS : D. R. Net Mairie : 100 F. J.-M. Petitgirard : 100 F. Pierre Mairie : 50 F. Anonyme Mairie : 30 F. Anonyme Mairie : 30 F. Annie Mairie : 100 F. Dédé mairie : 100 F. Christine Jacques : 50 F. Patrick : 50 F. Sympathisante : 35 F. Legeard : 100 F. F. Manrique : 104 F. Liliane : 100 F. Isabelle : 50 F.

SNCF SAINT-PIERRE-DES-CORPS : Coquau : 20 F. Moirin : 20 F. Gabrisiak : 10 F. Chabaud : 20 F. Arrive Jean-Noël : 40 F. Joubert : 30 F. Bizière : 20 F. Chillou Jérôme : 20 F. Anonyme : 10 F. Lardier : 40 F. Retraité SNCF : 60 F.

CHOLET : Un fonctionnaire : 50 F. Josiane : 20 F. Une ménagère : 150 F. Une camarade : 2 000 F.

NANTES : Lesueur : 30 F. Alain Daout : 12 F. Penadeau : 13 F. Bouzin Gilles : 10 F. Bernard Bartier : 195 F. Joanne : 10 F. Maleyran Jamel : 100 F. Galliot Gilbert : 50 F. Robin : 50 F.

LORIENT : Christian : 50 F. Odile Camacho : 175 F.

RENNES : Quellec Georges : 500 F. Un copain : 2 400 F. Marie-Annick, sympathisante : 100 F. Inuel Serge : 20 F. G. A. : 20 F. Pierrot : 100 F. Anne-Marie : 150 F.

HOPITAL-SUD RENNES : Une infirmière : 50 F. Odile : 20 F. Anonyme : 30 F.

GRENOBLE : Des retraités : 100 F. Un sympathisant d'Aix-les-Bains : 44 F. Un acheteur du journal : 10 F. Une Brésilienne : 100 F. Claude : 200 F. Jean-Luc : 66 F. Géraldine : 100 F. Marie-Claude : 150 F.

MARSEILLE : Une copine : 200 F. J.P.-Blache : 20 F. Françoise : 50 F. Simone : 100 F. Sympathisante : 200 F.

SAINT-ETIENNE : Une acheteuse du journal : 100 F. Electeurs de Valence : 100 F. Un étudiant : 150 F. Un copain étudiant : 200 F. A une vente : 10 F.

NORD : Laurent : 100 F. Jacques D. : 50 F. Sophie L. : 100 F.

ARRAS : Denis (1er versement) : 100 F. Brigitte (1er versement) : 100 F.

La candidature d'Arlette Laguiller

"pour soutenir A. Laguiller, la seule vraiment antimilitariste

(...) J'ai apprécié votre article sur le nouveau virage du PC, quant à la force de frappe.

Quand Lajoinie parle que les dirigeants actuels s'éloignent de la défense tous azimuts, il oublie de dire que le PC a été pour la force de frappe tous azimuts pendant qu'il y avait deux millions de chômeurs.

Est-ce qu'il n'est pas préférable, aujourd'hui comme hier, de consacrer les milliards de la force de frappe (tous azimuts ou pas) aux nécessités urgentes dans le domaine social ?

Quand le PC a été au gouvernement «de gauche», il a réclamé la construction d'un nouveau sous-marin nucléaire. Pensait-il aux deux millions de chômeurs ?

Pour soutenir Arlette Laguiller, la seule vraiment antimilitariste, je lui envoie pour le moment 500 F.

A.C. (Aude)

(...)

NOTRE CAMPAGNE ET FAITES SOUSCRIRE

En effet, comme le dit ce correspondant de la Haute-Garonne, pour les travailleurs, les chômeurs, *«il n'y a pas de miracle pour s'en sortir»*. Et ce n'est certainement pas d'une élection qu'ils peuvent attendre un tel miracle, car quel que soit celui qui sera élu, ce sera pour continuer à mener la même politique qui consiste à faire payer les travailleurs pour que les riches continuent, malgré la crise, à s'enrichir encore.

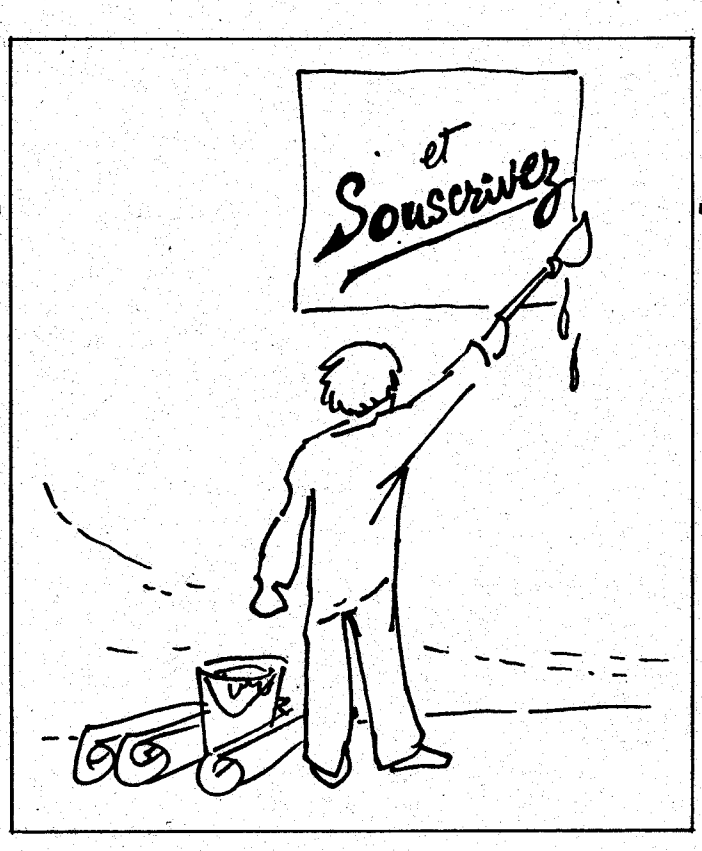
Que les choses changent en faveur des travailleurs, cela ne dépend que d'eux-mêmes, de leur volonté de lutter, de leur capacité à s'en donner les moyens. C'est cela que veut exprimer la candidate de Lutte Ouvrière, notre camarade Arlette Laguiller, à l'occasion de cette élection présidentielle.

Mais pour qu'elle puisse le faire, le plus haut et le plus fort possible, la première condition, c'est de réunir l'argent nécessaire à sa campagne. C'est indispensable. Il n'y a pas de miracle ! Car si les hommes politiques qui tiennent le haut du pavé se payent tou un tintamarre publicitaire, se disputent les passage aux «grandes» émissions télévisées, c'est que pou leur politique au service des bourgeois, ils disposen de grands moyens.

Ce qui n'est pas le cas pour Arlette Laguiller.

C'est pourquoi nous faisons appel à vous tous qu nous lisez, mais aussi à votre entourage, vos amis vos relations, à tous ceux que vous pouvez toucher qui se sentent dans le même camp, dans le camp de travailleurs. Nous faisons appel aux soutiens diver que vous pouvez nous apporter, et en premier lieu : votre soutien financier.

Les premières listes de souscription dont nou poursuivons la publication, de même que ces quel ques extraits de lettres qui, parmi d'autres, nous son parvenues, en témoignent : nos camarades, nos sym pathisants, nos lecteurs (même sans partager toute nos idées – et nous répondrons par ailleurs aux désac cords qu'ils expriment) ont commencé à se mobili ser. MAIS CE N'EST QU'UN DEBUT. DANS LES QUELQUES SEMAINES SEULEMENT QU NOUS SEPARENT DU DEBUT DE LA CAMPA GNE OFFICIELLE, IL NOUS FAUT TOUS METTRE LES BOUCHEES DOUBLES !



Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18), ou virement postal adressé directement aux Chèques postaux, à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, CCP 31 175 86 W – La Source, avec mention «souscription».

LA SOUSCRIPTION

total à ce jour : 146.028

BOULOGNE : Gilbert, ouvrier : 10 F. Albert, ouvrier : 10 F. Gérard, ouvrier : 10 F. Didier (Dunkerque), ouvrier : 50 F.

ROUBAIX : Gaston et M.-Claude : 100 F. Malika : 300 F.

DOUAI : Marc : 200 F. Bertrand : 500 F.

LILLE : Bernadette : 250 F. Denis : 100 F. Eric : 100 F. Michel et Véro : 200 F. Sylvain : 100 F. Maniez : 100 F. Karon : 20 F. Vincent Cimes : 50 F. Necron-Boul : 20 F. Pour l'avenir : 600 F. Jean-Marc : 230 F.

LYON : Lycéens : Guillaume : 20 F. Laurent : 50 F. Mathieu : 50 F. Manu : 50 F. André Régeon : 14 F. Un kinésithérapeute : 100 F. Figuet J.-Luc : 50 F. Hôpital Hôtel-Dieu : Genin : 20 F. Alain Pialla : 3 000 F. M. et Mme Bonenfant : 100 F. D. Kanoute : 100 F.

SOUSCRIPTION MEETING TARBES : Pour la révolution : 40 F. Idem : 40 F. Philippe : 100 F. Marianna : 20 F. Baya : 15 F. Anonyme : 100 F. Anonyme : 50 F. Pour Arlette : 50 F. Pour le droit à tous de vivre dans un monde juste : 100 F.

TOULOUSE : Pour la révolution : 100 F. Une lectrice de LO : 150 F. Anne : 100 F.

RHÔNE-POULENC (ST-AUBIN-LES-ELBEUFS) : Dominique : 20 F. Jacques : 250 F. Michel : 200 F.

ANGOULÊME : Poupard Micheline : 200 F. Chapelle J.-J. : 100 F. Genet Stéphane : 10 F. Pironnet Karine : 100 F. Nathalie : 100 F. Oncle RPR, pour la démocratie : 500 F. Breton (instit.) : 30 F. Un adepte de la société distributive : 10 F. Un soutien : 10 F. Un soutien : 10 F. Deux personnes en soutien : 20 F. Bordeaux : Un père : 100 F. Daniel : 100 F. Pierre Vidin : 100 F. Yves : 50 F. Un sympathisant : 100 F. Un sympathisant : 100 F.

CRAMA BORDEAUX : Georges : 100 F. Huguette : 100 F. Hôpital sud Bordeaux : infirmière : 500 F.

ORLÉANS : Mireille, CCP : 100 F. Quelqu'un qui cherche la vérité : 50 F. Une ouvrière qui pense que nous devons faire le maximum pour défendre l'avenir de l'humanité : 200 F. Chacun devrait pouvoir vivre décemment (le frangin vivant dans un milieu paysan) : 50 F. Philippe : 50 F. C. et J.-F. Daugu : 100 F. Une sympathisante : 100 F. Gabrielle : 50 F. Alain et Nadine : 50 F. Loïc (étudiant) : 100 F. Un sympathisant : 100 F. Françoise, une sympathisante : 100 F. Dominique (1er versement) : 200 F. Une amie : 50 F.

BOURGES : Velluet : 100 F. Un militant : 150 F. Un prof : 100 F. Un travailleur immigré : 20 F. Un sympathisant Sécu : 50 F. Agnès : 50 F. Annie : 50 F. Lamiable : 100 F. Michèle Rosières : 100 F. M. Michel (en deux fois) : 200 F. M. Corsigny : 50 F. Sur le marché du 19/12 : 40 F. M. et Mme Perronnet : 100 F. Mme Dupeyron : 30 F. M. Hauchère : 40 F. Jean Rozières : 100 F. Sa mère, Denise : 50 F. Val : 20 F. Le boulanger : 100 F. Sur le marché 16/1 / 10 F. Mori : 50 F. Gaspar Maria : 200 F.

NEVERS : Un ouvrier RL : 100 F. Mme Dewolf, sympathisante : 50 F. Benjamin : 30 F. Dédé : 50 F. Femme de ménage : 30 F. Un lecteur retraité : 50 F. Un ouvrier : 100 F.

LIMOGES : Thubert : 100 F. Metayer : 100 F. Mournetas Daniel : 300 F. René : 100 F. Peynot J.-Luc : 100 F. Dardé Marie-Laure : 300 F. Georges : 120 F.

VIERZON : Une amie : 200 F. Un collégien : 50 F. Un ouvrier CASE : 30 F. DS : 400 F. Une prof. 90 F. Parents d'une copine : 50 F. Des étudiants : 60 F.

CHALON : M. : 300 F. Stéphane : 100 F.

DIJON : employée PTT : 500 F. Un retraité sympa : 300 F. Roger M. 500 F. Régis : 20 F. Mohamed : 10 F. Christophe : 300 F. Vautrain : 100 F. Un sympathisant : 500 F. Jeanine : 100 F. Daisey Pierre : 100 F. Sarrazin : 100 F. Pour Arlette : 200 F. Durand : 50 F. Nicolas : 100 F. Anonyme : 100 F. Marc et Chantal : 380 F. Bernadette CHR : 50 F. Retraitée : 50 F. Télécom Dijon : Segonne : 100 F. Christian : 50 F.

REIMS : Jean Denis : 100 F. Prof Gueux : 30 F. Delphine : 250 F. Bill : 300 F. Philippe S. : 50 F. Patrick : 100 F. Roger : 100 F. Mari Noëlle : 100 F. Institutrice : 100 F. Belette : 140 F. Jacky : 300 F.

AMIENS : Un cheminot de Longueau : 200 F.

LE MANS : Lucien : 300 F. Jérome, ouvrier : 200 F. Annick : 150 Sylvie : 100 F. Thierry : 20 F. Nathalie G. : 40 F. Christian : 200 Hauteville (MGF) : 70 F. Postier : 10 F.

ALBI : Jeanine : 150 F. Vincent : 150 F.

VENDÉE : Marie-Reine : 60 F.

AISNE : Marie L. : 200 F.

FINISTÈRE : Paule et Claude Le Rest : pour Arlette, pour l démocratie : 200 F.

RENNES : Quatrebœufs : 10 F. Pannetier Christophe : 10 F. Berna dette et D. : 100 F. Alain : 50 F. Lainée Christiane : 50 F. Olivier : 50 F Danièle : 200 F. Nicole : 100 F. Laure : 50 F. Bodin Lucien : 10 F Lemarie Jean-Claude : 10 F. Arribard Jean-Claude : 10 F. Arribar Claudie : 10 F. Arribard Annick : 50 F. Poulor : 300 F. Pierre-Oliver 100 F. Ekki : 50 F.

REÇU AU JOURNAL

Christian (Valence) : 100 F. Jean (Douarnenez : 5 000 F. Jean-Pierr (Thizy 69) : 50 F. Emile (Dieulepit, 26) : 60 F. Ernest (Rochefort) 100 F. Auguste (Alzonne, 11) : 500 F. Michel (Salbris, 41) : 60 F. Mr e Mme O. (Bugeat, 19) : 1 000 F. Jacques (Romilly, 10) : 50 F. Stéphan (Vincennes) : 1 000 F. Roger (Bagnolet) : 100 F. Lucien (Arcueil) : 50 F. Robert (Aurignac, 31) : 100 F. Pasteur (Tarbes) : 200 F. Christian (Nancy) : 200 F. Michel (Aubervilliers) : 100 F. R.C. (Aix e Provence) : 1 050 F. Heinz (Berlin) : 5 000 marks = 16 909 F. Claud (Lignières, 18) : 500 F. Marie Cécile (Cartignies, 59) : 20 F.

HAÏTI

Le nouveau président de la République de Haïti par la grâce des chefs militaires de la junte au pouvoir, Leslie Manigat, était sans doute le plus «présentable» des notables qui ont accepté de cautionner la mascarade du 17 janvier dernier.
Issu de la bourgeoisie noire, il a certes bien collaboré avec François Duvalier («papa Doc») pendant trois ans, mais avait pris des distances – ou avait été contraint à en prendre – à partir de 1960, pour finalement partir en exil cultiver ses relations politiques et d'affaires aux Etats-Unis, en France et au Vénézuela, où il fonda son Rassemblement National des Démocrates Progressistes en 1979. Il est revenu en Haïti en 1986.

UN PRÉSIDENT CIVIL ... AUX ORDRES DES MILITAIRES

Le général Namphy et ses collègues avaient promis, fin du fin de la démocratie, un président élu et civil. Elu, Leslie Manigat l'est officiellement avec 50,29% des suffrages, pour une participation qui aurait été, selon les militaires, de 35 % des électeurs – en réalité, beaucoup moins encore. Mais les jeux ont été tellement truqués que les rivaux de Manigat, sans doute déçus chacun de n'avoir pas été choisi, crient aujourd'hui au manque de démocratie. Il leur convient sans doute de se démarquer pour ménager l'avenir, d'autant que si les USA qualifient Manigat de *«scientifique et homme politique distingué, au long passé d'opposant»*, ils ont aussi déclaré que les élections n'avaient pas été démocratiques... Mieux vaut voir venir !

Civil, Manigat l'est bien. Il se présente comme un universitaire, dont la biographie énumère consciencieusement, paraît-il, le compte exact des diplômes sur 22 pages... Mais s'il se définit comme un *«centriste modéré et anticommuniste»* et propose officiellement une politique de *«réconciliation et d'union nationale»*, c'est un civil sous haute surveillance militaire. Même s'il ambitionne – qui sait ? – de jouer au plus malin avec les Namphy et autres, sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'armée – sur laquelle la presse s'interroge – paraît de toute façon bien dérisoire. Lui-même avait pris soin, à la veille du scrutin, de déclarer prudemment qu'aucune solution politique qui serait envisagée sans, ou à plus forte raison contre, l'armée ne lui paraissait viable...

Mais, en fait, cela, tous les politiciens haïtiens en vue, qu'ils soient plus ou moins conservateurs ou plus ou moins libéraux, le pensent aussi, apparemment. Ainsi, le Comité d'entente démocratique (CED) qui regroupe les principaux prétendants à la présidence, ayant refusé de cautionner la comédie du 17 janvier, vient de faire connaître son objectif pour Haïti dans la situation présente : un gouvernement «civilo-militaire» provisoire. Les noms de ses membres seraient déjà prêts, y compris ceux des militaires. Sa fonction serait, après l'annulation de l'élection-bidon du 17 janvier qu'ils réclament (ils appelaient à la grève jeudi 28 janvier pour l'exiger), d'organiser des *«élections libres, honnêtes et indépendantes du pouvoir central»*... C'est là une illusion bien naïve ou, plutôt, une tromperie éhontée. Et ce n'est pas du côté de ces hommes politiques-là non plus que les Haïtiens pauvres ont quoi que ce soit de tangible à espérer.

Car eux aussi se montrent respectueux du pouvoir des militaires. Tout ce qu'ils réclament, c'est l'«épuration» des éléments duvaliéristes et macoutistes de l'armée. Alors que le véritable danger pour les masses n'est pas tant celui des macoutes, qu'on agite devant elles comme un leurre, que celui qui vient de la tête de l'armée elle-même, de l'état-major.

Christiane LE GUERN

BELGIQUE

LES TUEURS DU BRABANT NE SONT PAS FOUS. ILS FONT CE QUE L'ÉTAT LEUR A APPRIS

Après quatre jours d'audience, le procès des «tueurs fous du Brabant» a été suspendu pour supplément d'enquête. Les mitraillages de supermarchés entre 1982 et 1985, qui avaient fait 28 morts, seraient non pas l'effet de banales affaires de droit commun, mais le résultat d'un complot mêlant l'extrême-droite belge à des membres de l'appareil d'Etat.

C'est la même arme qui a servi à l'assassinat d'un ingénieur de la fabrique d'armes de Herstal, méfait attribué à l'extrême-droite, et à la fusillade devant l'un des supermarchés pour lequel le jugement était en cours. Parmi les inculpés de la première affaire, se trouvent deux ex-gendarmes, et dans la seconde, un ex-directeur de prison en cavale au Paraguay. Chez l'un des ex-gendarmes – aujourd'hui en fuite lui aussi – on a retrouvé l'arme qui a servi dans les deux affaires. On a également trouvé chez lui un listing de 500 noms. Selon la presse belge, ce fichier révèle une organisation similaire à celle de la «Loge P2» en Italie (responsable entre autres de l'attentat de la gare de Bologne). Parmi les noms de ce listing figureraient des gendarmes – y compris de haut grade – des avocats, des journalistes. La Sûreté de l'Etat belge a été mise en cause par l'autre des ex-gendarmes soupçonné du meurtre de l'ingénieur de la fabrique d'armes de Herstal et qui lui, s'est constitué prisonnier.

Le but de ces exactions aurait été de renforcer les moyens de l'Etat et de l'appareil de répression pour s'opposer à un prétendu laxisme. C'est ce que les commentateurs attribuent aux initiateurs de ces coups fourrés. Une explication qui paraît très vraisemblable. Car ce ne serait pas le premier pays ni la première fois que l'extrême-droite et des hommes de l'appareil d'Etat auraient recours à de tels stratagèmes.

L'Etat est constitué de bandes d'hommes armés au service de la classe dominante, peut-on dire en paraphrasant Friedrich Engels. Il est «au-dessus» de la société, non pas pour être un arbitre impartial, mais pour échapper au contrôle des citoyens ordinaires. Dans les corps de répression, police, armée, magistrature, personnel pénitentiaire, les idées de l'extrême-droite, celles du recours à la contrainte et à la force contre la population, se développent d'autant plus facilement qu'elles privilègient le rôle des organes de cette contrainte et prônent leur développement. Et plus le rôle de la répression prend d'importance, plus ceux qui l'exercent ont tendance à vouloir diriger directement l'Etat. Plus c'est la «politique du bâton», et plus le bâton commande à la politique.

Mais les raisons qui président à l'existence d'un appareil d'Etat – le maintien d'un ordre social basé sur l'exploitation – ne sont pas des raisons avouables. C'est pourquoi le fonctionnement de la machine d'Etat est toujours recouvert d'un secret propice aux complots en tous genres.

Ce n'est en tout cas pas l'Histoire de France qui le démentira, où, ne serait-ce que pendant la guerre d'Algérie, toute une partie des cadres de la police, de l'armée et de la magistrature, constituait ce qui s'était appelé l'OAS.

L.G.

A Ramallah, des soldats israéliens arrêtant un jeune Palestinien. (Photo AFP)

Près de huit semaines après le début des manifestations dans les territoires occupés, l'armée israélienne n'est pas parvenue à rétablir le calme. Ni les fusillades, ni les matraquages, ni les arrestations, ni les expulsions ne sont jusque là venues à bout de la population palestinienne, en lutte contre l'occupation et contre l'oppression de l'Etat sioniste.

EN ISRAËL AUSSI, IL Y A DES OPPOSANTS À L'OCCUPATION

La manifestation des Arabes israéliens à Nazareth.

Gamma

MANIFESTATION A PARIS LE 3 FEVRIER

Depuis plus d'un mois, les autorites israeliennes repondent par la repression, les matraquages, les arrestations, les proces expeditifs, les procedures de bannissement, au soulevement des populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza contre l'occupation par l'armee israelienne.

C'est pour denoncer cette situation et exprimer sa solidarite avec la lutte du peuple palestinien que la coordination des Organisations non-gouvernementales (ONG) qui sont des organisations de defense des droits de l'homme et de solidarite avec les peuples en lutte ont pris l'initiative d'une manifestation le 3 fevrier, a Paris, a 18 h 30. Le depart se fera probablement de la place de la Republique.

Lutte Ouvriere appelle tous ses militants, ses sympathisants et tous les travailleurs a se joindre a cette manifestation.

«La politique des coups ou des passages à tabac», selon l'expression du ministre de la Défense israélien, le général Rabin, a même valu de sérieux retours de bâton à ses promoteurs. D'abord, parce que même si c'est du bout des lèvres, les principaux alliés d'Israël, dont les Etats-Unis, se sont sentis contraints de se démarquer à nouveau du gouvernement israélien. Ensuite parce que cette politique n'a pas pu empêcher que les Arabes israéliens, *«les Palestiniens de l'intérieur»,* se solidarisent avec ceux de la bande de Gaza et de Cisjordanie. Le samedi 23 janvier, c'est à plusieurs milliers qu'ils ont défilé à Nazareth, en Galilée -région où ils sont en majorité- les cinq députés arabes israéliens en tête, tandis que l'unique député arabe du Parti Travailliste démissionnait de ce parti. Et alors que la police à Jérusalem avait instauré le couvre-feu dans la partie arabe, après sa levée vingt heures plus tard, les autorités israéliennes n'ont pu empêcher la grève des commerçants, bien qu'elles aient fait ouvrir de force, par l'armée, les rideaux de fer des magasins ; ceux-ci se refermaient après le passage des soldats.

Non moins préoccupant pour les autorités israéliennes est le fait qu'une fraction grandissante de l'opinion des Juifs dans le monde s'élève, ou est pour le moins troublée par la politique de l'Etat d'Israël, et que parallèlement grandit à l'intérieur une opposition à la fois contre les méthodes terroristes de l'armée israélienne et contre le maintien de l'occupation dans les territoires conquis en 1967. C'est ainsi que samedi 23 janvier, entre 30 000 et 50 000 personnes ont manifesté à Tel-Aviv à l'appel du mouvement «La Paix Maintenant» qui avait déjà joué un rôle important contre l'invasion du Sud-Liban par Israël en 1982. Les slogans de la manifestation étaient : *«Yallah, Yallah Ramallah"* ("dehors, dehors de Ramallah»), *«La paix c'est mieux que le Grand Israël», «Les territoires occupent Israël, libérons-nous des territoires»,* etc. Cette manifestation à l'échelle de ce qu'est la population d'Israël (4 millions) représente une mobilisation non négligeable.

C'est cette évolution dans l'opinion qui fait que même un dirigeant travailliste, Abba Eban, s'est permis de critiquer la politique du gouvernement en ces termes : *«Inciter à frapper les émeutiers pour éviter d'ouvrir le feu sur eux est dangereux : en premier lieu cela implique qu'il n'était pas nécessaire de tirer, comme on l'a fait au début. Ensuite c'est une insulte à l'intelligence et à la morale que de créer l'illusion que ces passages à tabac vont restaurer le calme cependant que nous prenons le risque que le gourdin et les coups deviennent un symbole du comportement général des Israéliens».*

L'occupation des territoires, les discriminations à l'intérieur d'Israël et en général l'oppression sur tous les Palestiniens ne sont supportables aux yeux de toute une fraction des Israéliens que tant qu'elle ne les transforme pas d'une manière trop durable en «kapos» d'un peuple qui se bat contre leur domination. Et les jeunes Palestiniens qui se sont révoltés en début décembre, et ont une fois de plus tenté de secouer le joug, ont d'ores et déjà remporté une victoire morale en obligeant une fraction de la population israélienne à se reposer les problèmes de l'occupation.

Mais il faudra, en fait, que celle-ci se pose tout le problème de la politique sioniste. La politique de répression a elle aussi conforté ses partisans dans leurs positions, et c'est bien encore un retour de bâton de la politique sioniste contre la population israélienne elle-même. Car l'accoutumance à la répression renforce les tendances de droite et d'extrême-droite et fait des dégâts dans la vie politique israélienne, menaçant les droits démocratiques de la communauté réduite aux Juifs.

Encore une fois, un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre ; et moins il y a de libertés et de droits pour les Palestiniens, moins il y en aura aussi pour les Juifs d'Israël.

Louis GUILBERT

Du bois dont on ne fait pas les flûtes

Un journal israélien a rapporté que l'armée israélienne a commandé à un menuisier de Tel-Aviv, la fabrication de 10 000 mat-aques «en bois de hêtre laqué», *censées être plus solides que celles utilisées jusque-là.*

Sommé de livrer sa commande dans les plus brefs délais, le menuisier pour les fabriquer a tenté en vain de recruter des ouvriers (donc des Palestiniens), et s'est heurté à un net refus de leur part : «Nous ne sommes pas idiots au point de fabriquer nous-mêmes les matraques que l'on cassera sur les reins de nos frères» *a déclaré l'un d'eux au journal israélien.*

Il ne reste plus au gouvernement israélien qu'à se fournir aux Etats-Unis, ou pourquoi pas, en France. En attendant de fabriquer des «Mirage», et avant de faire la soudure avec la commande de «Rafale» par l'armée française, Dassault pourrait peut-être faire l'affaire ?

MAROC

Les matraques de Hassan

A Fès, au Maroc, mercredi 20 janvier, des manifestations étudiantes de soutien aux Palestiniens ont été réprimées avec la dernière brutalité. L'agence de presse marocaine MAP annonce qu'une étudiante est morte à l'hôpital de ses blessures... et l'opposition fait état de son côté de 4 morts et de nombreux blessés.

Cette manifestation est survenue dans un climat d'agitation scolaire : suite à l'annonce d'une réforme du baccalauréat qui serait remplacé par un système plus sélectif de contrôle des connaissances étalé sur trois ans, des manifestations ont agité un certain nombre de villes du pays : Rabat, Meknès, Kouribga, Ouazzan, Al Hoceima...

Malgré ses méthodes féroces, ses emprisonnements d'opposants, les tortures de prisonniers, malgré une police omniprésente, le despote Hassan II n'a pas raison de la jeunesse marocaine. Régulièrement, elle descend dans la rue, et manifeste sa colère, sa révolte...

C.B.

Etats-Unis

Trois millions de sans-abri dans la métropole du capitalisme

TRAVAILLER POUR 3 DOLLARS L'HEURE ET COUCHER DANS LA RUE

D'une côte à l'autre, le fardeau des familles sans-abri s'aggrave. Photo publié dans le *Washington Post* du 10 janvier.

«Nous ne pouvons pas payer un loyer». **Tel est le titre qui barrait en grand la «une» du supplément dominical du *Washington Post* le 10 janvier, avec, pour l'illustrer, la photo d'une famille d'Américains et de leur voiture. Ou plutôt, faudrait-il dire, de leur «maison» puisque c'est là qu'ils ont vécu à quatre pendant des semaines, après que le mari -un ouvrier de la construction navale- ait perdu son travail et que le couple ait été chassé de son logement. N'y tenant plus, et l'hiver venant, ils se sont réfugiés dans un motel. *«On vit au jour le jour»* disent-ils ; le salaire de la mère (3,35 $ de l'heure, le minimum légal) arrive à peine à payer la chambre ; quant à la nourriture, il leur faut compter sur les pourboires...**

En ce moment, la presse, aux Etats-Unis, multiplie les reportages sur la situation des sans-abri, une situation qui *«empire d'une côte à l'autre»,* d'un bout à l'autre du pays, constate le reporter du journal cité.

Bien sûr, les trois millions de sans-logement officiellement recensés ne sont pas tous à dormir dans leur voiture : les grandes villes, des associations de charité ont ouvert des refuges. A Washington, cet été, sur 900 familles sans logement recencées, 400 seulement avaient des places dans de tels refuges. A Boston, où il n'y a qu'un seul refuge pour tout l'Etat, il y a 17 000 inscrits sur des listes d'attente (mais, comme l'écrit le reporter du *Washington Post, «dans la plupart des grandes villes, les listes (...)sont si longues qu'elles ont dû être closes»).*

Cette situation n'est plus l'apanage de pauvres parmi les pauvres qui auraient été définitivement marginalisés. Elle tend à devenir celle de plus en plus de travailleurs. *«Ces familles ne sont pas faites de gens qui partent à la dérive. Plus d'un sur cinq a un travail»,* affirme une avocate de la Coalition des sans-logement. En fait, il s'agit bien là de travailleurs ayant perdu leur emploi et qui, quand ils en retrouvent un, *«travaillent sans gagner assez pour pouvoir prétendre avoir un toit à eux»,* comme l'écrivait un quotidien de Washington en décembre dernier. Dans cette ville, 60 à 65 % des personnes habitant des refuges ont un emploi (réceptionniste, employé d'hôtellerie, gardien, salarié du commerce, bref des «petits boulots» payés, au minimum légal de 3,35 $, et encore souvent à mi-temps).

Ce sont des *«travailleurs pris au piège des refuges»,* comme titrait le *Washington Post,* le 4 décembre dernier, des travailleurs pris au piège car *«beaucoup ont un travail mais ne gagnent pas assez pour en sortir».*

Et cette situation, cette clochardisation d'une fraction de la classe ouvrière s'étend. Il y a un an, une conférence des maires de 25 grandes villes américaines constatait que 19 % des personnes logées dans des refuges avaient un travail ; en novembre dernier, les mêmes maires estimaient cette proportion à 30 %. A Atlanta, cette proportion atteint 40 %.

Le problème est si voyant, qu'en juillet, Reagan a lâché un milliard de dollars d'aides pour les deux ans à venir, afin d'accélérer la construction... d'abris pour les sans-logement ! C'est une façon de reconnaître qu'une telle situation, à laquelle sont contraints des millions de travailleurs, n'est pas près de s'améliorer.

Et pour cause. Si Reagan se vante d'avoir ramené le niveau du chômage à ce qu'il était il y a dix ans (officiellement moins de 6% de la population, ce qui fait tout de même 7 millions de chômeurs inscrits, auxquels il faut ajouter encore presque autant de sans-travail ayant renoncé à en trouver un), les emplois créés l'ont été, dans une proportion de 6 sur 7, **dans les services, là où les salaires ne dépassent pas le minimum de 3,35 $.**

On dénombre actuellement près de 18 millions de travailleurs qui gagnent moins de 10 000 $ par an (l'équivalent de 4 500 F mensuels, une somme qui, dans les grandes villes au moins, risque de passer entièrement dans un loyer). 18 millions de travailleurs ne percevant que des salaires brutalement diminués et qui, à côté de 14 millions de chômeurs déclarés ou non, constituent la fraction de la classe ouvrière à laquelle la bourgeoisie américaine fait le plus durement payer la crise et ses profits, ou, pour parler comme les dirigeants américains, la «diminution du chômage» qui est, avant tout, celle des salaires.

Pierre LAFFITTE

On n'a pas l'arme à l'œil

Selon un rapport publié aux Etats-Unis, les dépenses mondiales d'armements avoisineraient mille milliards de dollars par an.

Il s'agit d'une évaluation, les dépenses exactes de nombreux pays ne sont pas connues. Là-dessus, les Etats-Unis et l'URSS (à peu près à égalité) représenteraient les deux tiers du total.

Il est à remarquer que ce chiffre est du même ordre que la dette de tous les pays sous-développés du monde.

Le prix d'une seule année d'armement suffirait donc pour effacer la dette du Tiers Monde.

Cela fait justice de toutes les larmes de crocodile que peuvent verser les chefs d'Etat d'Occident, Mitterand et ses Nobel en tête, sur le sous-développement dans le monde à l'aube de l'an 2000.

ayer la crise aux travailleurs

Espagne

LE DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL NOIR : ARBITRAIRE ET INSÉCURITÉ

En Espagne, la misère prend actuellement de telles proportions qu'elle oblige des millions de travailleurs à accepter des conditions de travail et de salaire qui peuvent difficilement se comparer à celles qui existent encore dans la plupart des pays du Marché Commun.

Il y aurait actuellement 12 millions de personnes (soit un tiers de la population) ayant des revenus inférieurs à 15 000 pesetas par mois (environ 750 F).

Avec plus de deux millions de chômeurs sans ressources et des centaines de milliers de jeunes qui cherchent toujours un premier emploi, le patronat dispose d'une armée de réserve pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail de ceux qui conservent encore leur poste, ou pour disposer d'une main-d'œuvre à leur merci dans les mines, l'agriculture, le bâtiment ou dans des secteurs industriels comme ceux de la chaussure et du textile, où on fait travailler clandestinement les gens autant d'heures que les patrons en ont besoin, pour des salaires inférieurs au salaire minimum qui est actuellement de 42 150 pesetas par mois (environ 2 107 F).

Un nombre croissant de travailleurs ne vivent que grâce aux entreprises clandestines et aux travaux non déclarés. Les services statistiques du gouvernement annonçaient que, en 1986, *«22 % de la population était occupée à des travaux qu'on doit considérer comme irréguliers...»*

Par exemple, à Elche, Elda, Petrel et Villena, dans la région d'Alicante, 40 % de la production de chaussures sort d'ateliers clandestins où règne la loi de la jungle. Et à Sabadell et Terrasa, deux grandes villes de la banlieue de Barcelone, la moitié de la production textile provient d'entreprises illégales clandestines. Dans ce secteur, les machines ont été amorties et déclarées hors d'usage depuis longtemps, mais elles tournent toujours clandestinement et il y a des hommes, des femmes, et aussi des enfants qui tissent jour et nuit, dans des petits ateliers ou chez eux, comme au temps des canuts, ou dans certains pays sous-développés.

C'est la même chose pour les milliers de maçons qui se louent chaque jour dans n'importe quel chantier de n'importe quelle ville d'Espagne ; pour les ouvriers agricoles qui se déplacent, souvent accompagnés par leurs familles, d'un bout à l'autre du pays pour ramasser des olives, des fraises, du raisin ou du coton ; ou encore pour les milliers de mineurs espagnols et immigrés qui risquent chaque jour leur vie parce qu'on les oblige à travailler sans aucune sécurité au fond des «chamizos» (petites mines privées illégales), surtout dans la région de Leon.

Un ouvrier agricole de Marinaleda (Séville) racontait récemment, dans une entrevue publiée par un hebdomadaire, qu'avant de prendre la route pour aller à un travail les patrons *«offrent certaines conditions, mais après, quand on est arrivé au cortijo, elles ne sont plus les mêmes... et personne n'ose dénoncer cela, car celui qui le ferait sait qu'il ne sera plus embauché»*. Selon les syndicats, les ouvriers agricoles se trouvent souvent dans l'obligation d'accepter des salaires inférieurs aux «convenios» (conventions collectives) pour pouvoir arriver ainsi aux 60 journées travaillées qui donnent droit à percevoir le subside du chômage agricole : 24 000 pesetas par mois pendant neuf mois.

Dans les campagnes et dans les villes, il y a aussi des centaines de milliers d'enfants auxquels on fait faire des travaux d'adultes. Selon un séminaire sur l'exploitation des enfants en Europe, qui s'est tenu à Saragosse en 1985, il y avait à ce moment-là en Espagne plus de 400 000 enfants travaillant illégalement. Et ce même séminaire avouait que la mendicité et la prostitution infantiles étaient en constante augmentation dans les grandes villes espagnoles.

Le 16 novembre 1987, dix maçons sont morts dans un accident du car qui les transportait, comme tous les jours, d'un coin de la Manche à Madrid. Ils avaient été embauchés temporairement par des hommes de main des patrons («pistoleros», les appelle-t-on dans le bâtiment, car ils sont souvent armés), lesquels se déplacent jusqu'aux villages les plus éloignés de la capitale pour trouver de la main-d'œuvre bon marché. Travaillant à la tâche dans les chantiers madrilènes, ces ouvriers arrivent à se faire environ 65 000 pesetas par mois, desquelles ne leur restent que 50 000 pesetas (2 500 F), une fois déduits les frais du transport et de quelques casse-croûtes. Pour ce salaire de misère, ils doivent travailler à des cadences infernales, sans aucune sécurité et être à l'arrêt du car à 4 h du matin ; ils descendent à 9 h du soir pour se coucher pendant 4 ou 5 heures. Ils dormaient quand l'accident est arrivé. Le chauffeur aussi, dit-on...

«Les travailleurs de l'autocar accidenté appartiennent à un contingent chiffré entre 5 000 et 6 000 personnes qui, chaque jour et pendant des années, parcourent des distances proches de 400 km entre l'aller et le retour pour venir travailler à Madrid», écrivait le journal *El Pais* le lendemain.

Selon les Commissions Ouvrières, entre 1983 et 1986, il y a eu en Espagne 50 845 accidents de travail graves et 5 886 mortels, c'est-à-dire, 6 morts par jour travaillé. Et rien que dans le bâtiment madrilène il y avait déjà eu 37 accidents mortels au cours des trois premiers trimestres de 1987.

France

LES STATISTIQUES DU CHÔMAGE CORRIGÉES EN FONCTION DES VARIATIONS ÉLECTORALES

Les chiffres du chômage pour l'année 1987 sont conformes, ou presque, à ce que le ministre Séguin le ministre des Affaires sociales en espérait. Officiellement ils affichent une diminution de 0,5 % par rapport à l'an dernier, tandis que cela touche 10,4 % de la population active, pour 10,5 % l'année dernière... Il n'y a pas à dire, l'amélioration n'est pas évidente.

D'autant moins que pour le dernier mois, décembre, l'augmentation des chômeurs est repartie : + 0,6 %.

Pour se réjouir avec de tels chiffres, encore faut-il aussi ignorer délibérément ce qui se cache derrière le «traitement social du chômage». Une partie de ce que cela cache n'échappe pourtant pas totalement à la statistique. Les entrées en ANPE ont augmenté de 9,7 % en un mois, et de 6,1 % en un an. De décembre 1986 à décembre 1987, le nombre de demandeurs d'emploi qui s'inscrivent à l'ANPE pour cause de fin de contrat à durée déterminée, a augmenté de 14,1 %, et pour les fins de contrats d'intérim, de 18,1 %.

Quant aux sorties de l'ANPE pour arrêt de recherche d'emploi, elles ont augmenté en un an de... 207 % ! Tandis que les radiations s'accélèrent (+ 25,7 % en un an) et que les incitations au retrait «volontaire» pour les plus de 55 ans font leur effet.

Même le CNPF note : *«Le ralentissement de l'embauche est général»*.

Ce n'est tout de même pas ce qui peut empêcher le gouvernement, à quelques semaines des élections, de prétendre que côté emploi «ça s'améliore».

L.G.

CONTRE LES LICENCIEMENTS CHEZ RENAULT ET AILLEURS

DÉBRAYAGE À RENAULT-CLÉON

Lundi 25 janvier, une nouvelle fois, un important débrayage a eu lieu à Renault-Cléon. Depuis fin octobre, trois à quatre mille travailleurs ont débrayé plusieurs fois dans cette usine Renault où travaillent 6 700 personnes. La direction a annoncé 220 licenciements, ce qui a provoqué une riposte massive et répétée aux mois de novembre et décembre.

Dans le même temps, la CGT a traduit en justice la direction de l'usine pour fausses informations sur le problème des heures supplémentaires, entravant le déroulement de la procédure de licenciements. D'après les chiffres déclarés par la Régie, il y a eu près de 100 000 heures supplémentaires durant les neuf premiers mois de 1987. En trafiquant les bordereaux, en payant directement par chèque les ouvriers sans faire apparaître ces heures supplémentaires sur le bulletin de paie, et autres manigances, il s'avère qu'on est loin du compte réel des heures supplémentaires.

Mi-décembre, la Régie a perdu le procès et la procédure de licenciement a été annulée pour vice de forme. Elle avait jusqu'à la mi-janvier pour fournir les informations nécessaires à la justification des licenciements, et la bataille juridique continue, les informations n'ayant pas été suffisantes selon la CGT. La direction s'est assise sur le jugement, et malgré le fait qu'elle soit de nouveau envoyée devant les tribunaux par la CGT, elle annonçait, dès le 15 janvier, sa volonté de remettre en marche les procédures de licenciement pour 150 personnes au titre de 1987, «*70 travailleurs ayant déjà pris leur compte avant le 1er janvier 1988*» ; tout en annonçant pour 1988, 280 licenciements supplémentaires.

Depuis le résultat du tribunal, mi-décembre, jusqu'à la veille de ce débrayage, c'était l'attentisme le plus total dans l'entreprise. Alors que, de son côté, la direction n'a pas désarmé. Elle a voulu imposer le samedi travaillé à la Fonderie début janvier, sans qu'il y ait une réaction d'ensemble des travailleurs de ce secteur. Dans les autres secteurs, on a fait deux jours de chômage technique. D'autre part, sur la chaîne R25, la cadence horaire est passée de 80 à 100 boîtes de vitesse, alors que parallèlement, la direction annonce plusieurs jours de chômage technique pour février.

C'est lors de la tenue d'un CE extraordinaire entamant la nouvelle procédure de licenciement, que la CGT et la CFDT, ont appelé lundi 25 janvier à un débrayage de deux heures. Plusieurs milliers de travailleurs ont répondu à l'appel, pour un débrayage puissant quoiqu'un peu moins dynamique que les précédents. La Fonderie, par exemple, n'a pas suivi alors que c'est l'ensemble de ces secteurs qui avaient débrayé en décembre. Durant ces débrayages, le cortège quasi silencieux a sillonné les ateliers. Alors que la plupart des chefs s'éclipsaient lors des débrayages en décembre dernier, là, ils restaient présents dans les ateliers.

La CGT, en fin de compte, a donné rendez-vous au prochain CE le 2 février pour continuer l'action. Dans les ateliers, pour l'instant, la majorité des ouvriers participe aux actions proposées.

Correspondant LO

A Renault-Billancourt

LES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS PASSENT, LES LICENCIEMENTS CONTINUENT

Mardi 19 janvier, au Centre Industriel de Billancourt, ont eu lieu les élections de délégués du personnel ouvrier (1er collège).

Cette année encore, les élections avaient lieu au milieu de licenciements massifs. La «charrette» de 1987 n'est pas encore complètement achevée, et celle de 1988 se prépare : 960 suppressions de postes sont annoncées.

Il y avait donc 1344 inscrits en moins cette année à Billancourt, et donc seulement 56 postes à pourvoir (28 titulaires et 28 suppléants) au lieu de 66 en 1987.

La campagne s'est déroulée sans soulever une grande passion chez les travailleurs. La CGT, elle, se présentait comme le «*syndicat de la lutte*», et axait sa campagne sur les «*dix de Billancourt*», et le changement de statut de la Régie, mais sans jamais proposer quoi que ce soit de concret aux travailleurs. Quant à la CFDT, elle appelait à voter pour elle «*pour changer le rapport de force dans l'usine, et mieux négocier les prochaines suppressions d'emplois*».

Pourtant les travailleurs sont allés voter plus nombreux que d'habitude : près de 80 % de participation. D'après les syndicats, cela ne s'était jamais vu à Billancourt depuis 15 ans.

La CGT, avec 72,6 % des suffrages exprimés, perd 6,54 % au profit essentiellement de la CFDT. C'est sans doute la politique d'assistanat direct de cette dernière aux licenciés, pour négocier un par un les licenciements, qui a porté ses fruits, notamment dans l'île Seguin. Il est d'ailleurs significatif que dans le seul bureau où votaient les excédentaires au département 74 dans l'île Seguin (c'est ainsi que la direction appelle les travailleurs en voie de licenciement et qu'elle a regroupés dans un Centre de frais spécial), la CFDT arrive en tête devant la CGT.

Mais comme pour la campagne, les résultats de ces élections n'ont pratiquement pas fait discuter, dans les ateliers. Dès le lendemain en effet, dans l'île Seguin, on discutait beaucoup plus du fait que plusieurs dizaines d'ouvriers de plus avaient été déclarées «*excédentaires*» par la maîtrise et convoqués par la direction à une réunion spéciale. La direction met en place, semble-t-il, un nouveau dispositif pour licencier...

Correspondant LO

	1988	*1987*
CGT	*72,6 %*	*79,14 %*
CFDT	*17,8 %*	*11,47 %*
FO	*5,75 %*	*4,89 %*
CFTC	*3,8 %*	*2,75 %*
CSL		*1,74 %*

LE PATRON DE SCHLUMBERGER VEND SA BOITE AU DETAIL

A Schlumberger Industries-Montrouge, six travailleuses d'un atelier de microélectronique sont en grève depuis le 12 janvier. La direction a annoncé que l'activité de cet atelier qu'elle présentait, la veille encore, comme «l'avenir», était vendue à un de ses cadres, le personnel avec les machines. C'était le 9 décembre.

Le nouveau patron, bien que n'ayant toujours pas annoncé le lieu de sa future entreprise, a déclaré d'entrée que de toute façon, il fallait suivre. Ceux qui ne le voudraient pas auraient comme seule possibilité de démissionner.

L'ambiance était donc donnée dès le départ ! Une telle annonce ne donnait pas spécialement envie de faire des efforts. La production du mois de décembre chuta de moitié.

Du coup, la direction s'en émut et fit une grande déclaration : elle avait toujours respecté le droit de grève, aussi fallait-il que les choses soient claires et que les ouvrières disent si, oui ou non, elles étaient en grève. Pour apaiser les esprits, on nous expliqua que tout le monde ne serait peut-être pas obligé de suivre, cela dépendrait du lieu de la nouvelle société.

Et puis, alors qu'au début, le nouveau patron tiquait sur la reprise des «avantages acquis», il s'engagea peu à peu sur la reprise de certains points.

Selon la direction, tout le monde aurait dû être satisfait. Et on a vu ces messieurs, qui d'ordinaire vantent les mérites du *«grand»* groupe Schlumberger, avec une *«politique sociale de pointe»*, faire là l'apologie de la petite entreprise.

A les en croire, rien ne valait la PME : c'était l'avenir, des possibilités d'évolution que l'on ne connaissait pas dans les grandes entreprises, etc. Bref tout était bon pour tenter de «motiver» le personnel.

Pourtant les travailleuses, elles, avaient fait leurs comptes, tout simplement. Et quand la direction disait : *«La nouvelle société maintient en gros ce que vous avez, vous ne perdez que des points mineurs»*, elles additionnèrent les «points mineurs» qui finirent par faire de l'ordre de 12 000, 13 000 F de perte par an pour chacune. Si cela était mineur pour elles, ce devait l'être encore plus pour la direction qui n'avait qu'à maintenir les conditions actuelles !

Aussi après une nouvelle entrevue avec la direction, et alors que le lieu de la nouvelle société n'était toujours pas connu (on était le 12 janvier), elles décidèrent d'arrêter le travail.

Ce que Schlumberger ne veut pas s'engager à garantir, ce n'est pas une PME qui le leur garantira plus. Tout est encore plus aléatoire. C'est pourquoi elles revendiquent une indemnisation de 50 000 F.

«A Schlumberger, pour partir, nous aurions au minimum 80 000 F «d'incitation au départ volontaire», comme dit la direction, alors que licenciées dans la nouvelle boîte, cela fera pour certaines même pas un mois de salaire et pour toutes évidemment beaucoup moins», disent-elles.

Beaucoup pensent que ce qui se passe à la microélectronique va se passer après dans les autres secteurs, vendus petits bouts par petits bouts.

Et si l'ambiance n'est pas à la grève, pour le moment, vendredi 22 janvier, nous étions 250 à débrayer pour aller dire à la direction qu'il y en a assez des suppressions de postes, des licenciements à 55 ans et autres départs plus ou moins volontaires qui sont des licenciements déguisés. La porte entrouverte pour laisser passer une délégation, tout le monde envahit les couloirs et le PDG dut répondre à chaud à une quarantaine de travailleuses et travailleurs qui avaient réussi à s'entasser dans son bureau, ayant particulièrement à cœur de lui dire en face ce qu'ils pensaient de la situation.

Nul doute qu'il va continuer à en entendre parler !

Correspondant LO

CIM Rockwell (Sully-sur-Loire, Loiret)

UNE ENTREPRISE PERFORMANTE OÙ ON PEUT ENCORE LAISSER SES DOIGTS DANS UNE PRESSE

Jeudi 21 janvier, à 13 h 40, un travailleur de 41 ans a eu les deux mains happées sur une presse à l'usine CIM-Rockwell à Sully-sur-Loire. Transporté d'urgence à l'hôpital d'Orléans-La Source, avant d'être admis dans un hôpital parisien, il a dû être amputé de huit doigts à hauteur de la seconde phalange.

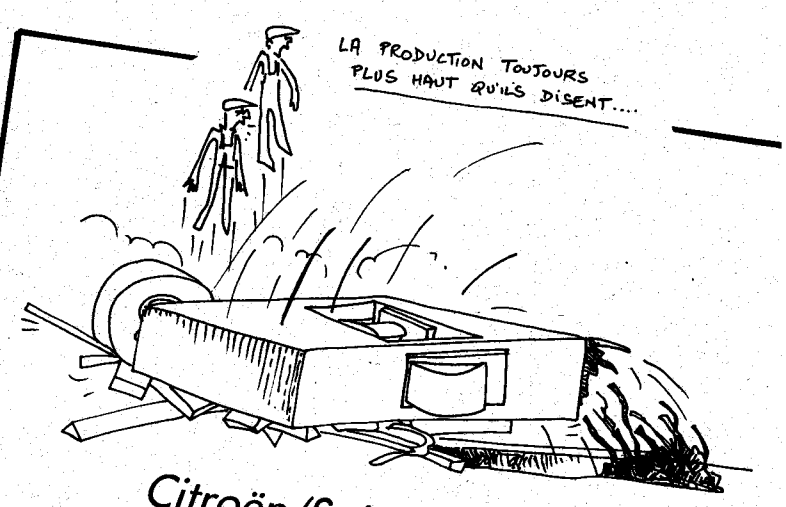
Presque au même moment, le directeur général de Rockwell France et le directeur de l'usine de Sully tenaient une conférence de presse où ils fixaient des objectifs à tenir pour 1992. Cela implique, selon eux, *«performance, compétitivité, qualité et fiabilité, afin d'innover dans la technologie et d'améliorer la qualité des produits»*. D'après eux, la société doit dépasser le cadre de l'hexagone et participer aux marchés mondiaux afin de maintenir l'avenir de l'usine de Sully.

D'après les patrons de l'usine, *«il faut être très compétitif, zéro défaut, fiabilité dans le produit. C'est le seul moyen d'assurer la pérennité de l'entreprise dans un monde où le combat pour la survie économique est une bataille de tous les jours»*.

Ça, c'est le discours de la direction. Mais dans cette usine, il faut croire qu'ils oublient la «qualité» dès qu'il s'agit des conditions de travail du personnel. Sur certaines presses, la seule sécurité, c'est d'être enchaîné. C'était le cas sur la presse où s'est produit l'accident dont les circonstances ne sont pas encore éclaircies.

Il faut croire qu'à Rockwell, les patrons veulent une autre dimension... avec la peau des travailleurs.

Correspondant LO



Citroën (Saint-Ouen)

LE TRAVAIL ET LE RISQUE EN PLUS

A l'usine de Saint-Ouen, le mercredi 20 janvier, un ouvrier a failli se faire tuer sous une presse d'une vingtaine de tonnes.

Avec un autre mécanicien, il travaillait à déplacer cette presse.

Quand elle a basculé, celui qui s'en est aperçu a crié : *«Tire-toi»*. Il a eu juste le temps de s'écarter. La presse s'est couchée. Une seconde plus tard il restait dessous. En tombant, la presse a écrasé un échafaudage, un chariot et un poste de travail... heureusement inoccupé ce jour-là.

Bien sûr, l'émotion a été grande dans l'usine, tout le monde sachant bien que c'est la chance qui a fait que cet accident n'ait pas été mortel.

Le soir même, la direction faisait venir un camion-grue pour remettre la presse sur pied et la fixer au sol. C'est pour économiser la location de cette grue que la direction a fait faire le travail avec des moyens inadaptés et ainsi fait risquer leur peau aux ouvriers du secteur.

Correspondant LO

Locatrans
(Saint-Médard-en-Jalle Gironde)

DES LICENCIEMENTS QUI NE PASSENT PAS INAPERÇUS

Locatrans est une petite entreprise de transports de 90 personnes, qui travaille en sous-traitance pour les grosses entreprises de l'aéronautique de la région bordelaise : SOGERMA, Aérospatiale, SEP, ou CAEPE. Elle loue à ces entreprises des manutentionnaires, ce qui permet toutes sortes de trafics. Par exemple, la SOGERMA embauchait et payait comme manœuvres des ouvriers de Locatrans, à qui elle faisait faire un travail de professionnels qualifiés.

Mais la combine a été dénoncée par les ouvriers, et l'Inspection du travail a convaincu la SOGERMA et Locatrans de *«délit de marchandage»* ce qui a obligé les patrons à revaloriser d'environ 1 000 F le salaire de 10 ouvriers.

Le patron de Locatrans, pris la main dans le sac, avait juré de prendre sa revanche. Il y a deux semaines, il annonçait le licenciement de deux ouvriers : le patron réglait ses comptes. Et il pensait le faire d'autant plus impunément que les travailleurs de Locatrans sont dispersés par petits groupes dans différentes entreprises et qu'ils n'ont aucun contact entre eux.

Cependant, les deux ouvriers menacés de licenciement se sont rebiffés. Malgré les difficultés à joindre leurs collègues, ils ont fait circuler une pétition dénonçant leur licenciement, qui recueillit 47 signatures sur 70 personnes touchées, et qu'ils allèrent à sept porter au siège social à la direction. Puis ils décidèrent de s'adresser à l'ensemble des salariés travaillant dans les entreprises clientes de Locatrans. Ils firent en leur nom un tract dénonçant leur licenciement que d'autres travailleurs de Locatrans les aidèrent à diffuser dans quatre entreprises. Ce qui évidemment ne fut pas du goût du patron de Locatrans. Enfin, ils appelèrent à un débrayage (une première à Locatrans !) dans un tract signé des deux licenciés et de cinq élus du personnel sur sept.

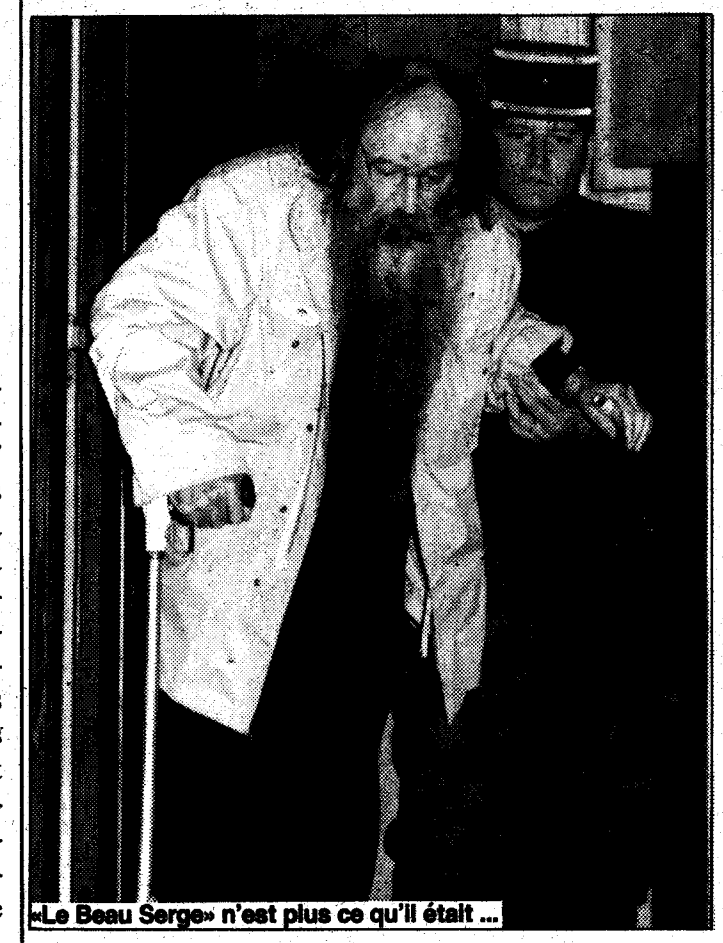
Mercredi 27, ils se sont retrouvés à une vingtaine venant surtout de la SOGERMA, au siège social pour demander des explications au patron. Celui-ci répondit qu'il n'y était pour rien, que tout était de la faute de la SOGERMA... ce qui n'a trompé personne, mais nous a fait prendre conscience qu'il ne serait pas facile de le faire céder. Dans l'immédiat, c'est l'attente des résultats de l'entrevue du patron avec l'inspecteur du travail. Et si les licenciements sont maintenus, les travailleurs de Locatrans ont décidé de poursuivre leur lutte.

Correspondant LO

Le retour du «Beau Serge»

LES FANTÔMES DE LA Ve RÉPUBLIQUE

22 ans après sa cavale, «le Beau Serge», c'est à dire Christian David, truand notoire du clan des Guérini dans les années 60, vient de faire sa réapparition. C'est un homme vieilli, malade, qu'on a vu sur le petit écran aux mains des policiers français qui viennent d'obtenir son extradition des Etats-Unis où il a purgé douze années de prison pour trafic d'héroïne. Ce personnage peu reluisant est accusé du meurtre d'un policier qu'il abattit à bout portant en février 1966 avant de s'enfuir pour l'Amérique latine...


«Le Beau Serge» n'est plus ce qu'il était ...

C'était peu de temps après l'enlèvement et la disparition de Ben Barka, leader de l'opposition marocaine, enlevé à Paris le 25 octobre 1965 et assassiné sur les ordres d'Oufkir, le ministre de l'Intérieur du Maroc d'alors. A l'époque les services secrets français avaient été mis en cause, vu les relations étroites qui existaient entre les polices française et marocaine et surtout vu que cet enlèvement s'était produit à Paris même. Des amis de Christian David étaient «mouillés» dans l'affaire.

Depuis, on n'a jamais retrouvé la trace de Ben Barka. Mais Christian David, capturé par la police brésilienne comme patron du trafic de l'héroïne en direction des USA, a avoué avoir fait disparaître le corps de Ben Barka pour 15 millions de francs, à la demande du général Oufkir.

Depuis, Oufkir a été liquidé sur ordre d'Hassan II, qu'il cherchait à détrôner. Christian David, à travers ses cavales, les prisons, est semble-t-il le seul survivant connu à avoir trempé directement dans l'affaire.

Seulement, ce n'est pas de cela qu'il est accusé aujourd'hui, mais simplement du meurtre d'un policier. Et il n'est pas dit du tout qu'on tienne, en haut lieu, à lever le voile sur cet aspect de l'histoire du gaullisme et de la Vème République : Car quand le parti gaulliste recrutait pour le SAC (Service d'Action Civique) des truands et voyous pour lutter contre l'OAS, le milieu des services secrets français et celui du SAC devinrent souvent le milieu tout court.

Cécile BERNIER

Télé :

VERRA-T-ON LES PUBLI S'Y TAIRE ?

Un petit village du centre, Chantelle, dans l'Allier, vient de partir en guerre contre l'excès de pub à la télé et le *«saucissonnage des films»*. Une pétition vient d'être lancée, ainsi qu'une association de «défense de la télévision».

On comprend les téléspectateurs qui ne supportent plus la «télé-support». Et les publicitaires ne pourront pas dire cette fois que leurs messages sont passés inaperçus. Au contraire, ils ont été trop bien reçus et, apparemment, beaucoup en ont ras-le-bol.

La croisade de Chantelle a-t-elle des chances d'aboutir ? Que pèsera la volonté des téléspectateurs devant la puissance de l'argent des patrons qui ne reculent devant aucune overdose de pub pour trouver des clients ?

En tout cas, l'initiative des gens de Chantelle mériterait qu'on lui fasse de la pub.

Devaquet porte sa croix

Devaquet, l'un des plus grands rassembleurs de jeunes de ces dernières années, a reçu des mains de Chirac la croix de Chevalier de la Légion d'honneur. Pourquoi au juste ? Pour avoir présenté l'an passé son fameux projet de réforme de l'enseignement supérieur auquel le gouvernement dut renoncer, ou pour avoir – dans un sursaut d'honneur peut-être – annoncé sa démission lors de la révolte des étudiants et des lycéens ?

En tout cas, Chirac lui devait bien cette petite compensation.

Il paraît qu'après la cérémonie, Devaquet est reparti en chantonnant tout bas : *«Chirac, si tu savais, ta croix, où j'me la mets...»*

RÉÉDITION

Arthur Koestler

La lie de la terre

La collection de poche «Presse Pocket» vient de rééditer un livre remarquable : *La lie de la terre* d'Arthur Koestler. Ce reportage sur les tribulations de l'auteur dans la France de 1939, aux débuts de la guerre avec l'Allemagne, a été écrit peu de temps après, en janvier-mars 1941, en Angleterre, où Koestler était parvenu à se réfugier.

Koestler, intellectuel juif de nationalité hongroise , après avoir été un moment tenté par le sionisme, avait rallié le communisme par dégoût et par haine pour la «démocratie bourgeoise». Puis il avait rompu avec le Parti Communiste en découvrant ce qu'était la dictature stalinienne. Mais en même temps il était en train de rompre progressivement avec les idées communistes en général.

En 1939, Koestler commençait à être connu comme écrivain. Il avait déjà publié *Un testament espagnol,* relatant ses mésaventures au cours de la guerre civile espagnole durant laquelle, capturé par les Franquistes à Malaga, il avait failli être fusillé. Début 1939, il se trouvait en France où il achevait de rédiger *Le Zéro et l'infini,* dénonciation du stalinisme qui n'allait devenir un best-seller qu'après la guerre.

C'est en tant qu'étranger «indésirable» que Koestler fut arrêté, ainsi que des milliers d'autres, par la police française du gouvernement de Daladier. On ne lui reprocha rien, on ne le jugea jamais. Mais on le parqua dans un stade (Rolland-Garros à Paris) avant de l'expédier au camp de concentration du Vernet dans l'Ariège. Car il y avait des camps de concentration en France. Certains avaient d'ailleurs servi peu de temps avant à «accueillir» les réfugiés espagnols rescapés de la guerre civile.

Bien sûr, le camp du Vernet était moins terrible que les camps allemands comme Dachau ou d'autres. Malgré cela, dans le camp du Vernet, c'était le travail forcé sous la surveillance des gendarmes, c'étaient les nuits sans couverture, par - 20° parfois, dans des barraques sans chauffage, etc. Et les prisonniers devinrent rapidement de pauvres diables faméliques, exposés à l'arbitraire des surveillants, des prétendus médecins, et se demandant pourquoi ils étaient là et comment ils allaient faire pour en sortir.

Koestler et quelques autres s'en tirèrent. La notoriété de l'auteur le sauva. Les autres allaient être remis, après l'effondrement militaire de la France en mai-juin 1940, aux autorités allemandes, c'est-à-dire à la Gestapo. Le gouvernement républicain de Daladier a donc, comme dit Koestler, *«préparé la marchandise»* en livrant ses prisonniers aux nazis. Car la plupart des «étrangers indésirables» étaient des opposants politiques, beaucoup de Juifs, d'Allemands, de Tchèques, souvent communistes ou socialistes, qui avaient déjà fui l'hitlérisme et qui avaient cru trouver refuge en France. Ils trouvèrent l'incarcération, puis furent donnés aux Hitlériens.

Pourquoi cette attitude des autorités françaises ? Tout simplement parce que l'appareil d'Etat, truffé d'hommes d'extrême-droite, considérait ces étrangers comme de la racaille, comme *la lie de la terre.* L'Etat français était en guerre contre l'Allemagne, mais, tout naturellement, les deux Etats mettaient les mêmes opposants en prison.

Un livre intéressant donc, sur une période mal connue -et sur laquelle les livres d'histoire d'aujourd'hui n'aiment guère à s'étendre- où l'on voit que la crapulerie des dirigeants de la République française ne le cédait pas toujours à celle des Hitlériens.

André VICTOR

THEATRE

«LA MORT D'UN COMMIS-VOYAGEUR»

d'Arthur Miller

Willy Loman est un voyageur de commerce qui, à soixante ans, voit tout s'effondrer autour de lui. Il connait l'échec dans son métier : ses vieux clients ont disparu, ses blagues n'amusent plus personne ; comme il n'est plus rentable, son patron - un jeune blanc-bec qui a succédé à son père - lui a ôté son «fixe» puis, dans le cours de la pièce, le renvoie. Les fils dans lesquels il avait placé toutes ses ambitions sont devenus des ratés. A vivre dans un milieu où l'on ne parle que de ventes, à vivre de la vente, Willy Loman ne pense plus qu'en termes de vente... et en vient à considérer sa mort, son suicide, comme une affaire qui rapporterait 20 000 dollars à sa femme et à ses fils...

Il faut dire que vis-à-vis de ceux-ci, il se sent confusément responsable de leur manque d'envergure, sans comprendre en quoi il a failli (en fait, en leur faisant croire que, grâce à leurs charmes personnels, tout leur était permis... et promis). Il souffre surtout d'avoir perdu l'amour de ses fils et sa propre estime.

Le texte d'Arthur Miller date de 1949. Et pourtant, rien en lui ne fait «daté», ni vieilli. Il décrit des Américains bien typés, mais leur vie, leurs sentiments, leurs échecs, continuent à toucher le spectateur. Sans doute parce que les problèmes qu'il soulève - la tristesse d'avoir à admettre qu'on a raté sa vie, la difficulté des rapports entre les enfants et les parents qui attendent trop d'eux, la rage d'avoir été «pressé comme un citron» dans son travail - éveillent un écho en chacun d'entre nous.

On peut peut-être regretter que le jeu de certains acteurs ne soit pas tout à fait à la hauteur du texte. Mais c'est une pièce à voir... ou à lire pour ceux qui ne peuvent aller la voir !

S.F.

La pièce passe jusqu'au 28 février au Théâtre National de l'Odéon, à Paris.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 14 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE CROIT QUE TOUTES LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT MAL...

(Ligue Communiste Révolutionnaire)

☐ Vous décrivez, chers camarades, dans le dernier numéro de *Lutte de classe* (janvier 1988, n° 14) la *«nouvelle idylle de la Ligue Communiste Révolutionnaire pour Pierre Juquin»* en des termes qui, si l'on vous suivait, ne nous laisseraient guère d'espoirs...

Ne soyez donc pas si pessimistes que ça sur les histoires d'amour : contrairement à ce que disent les «Rita Mitsouko», elles ne finissent pas toujours mal «en général». Et en matière de politique, ce que nous entreprenons est parfaitement raisonné et ne peut être traité, comme vous le faites, en termes d'idylle légère et frivole.

D'abord, puisqu'une grande partie de votre raisonnement est basé sur la personnalité de Pierre Juquin, n'ayez donc pas ces termes de mépris pour dire qu'il n'est qu'un *«transfuge du stalinisme»*. Des transfuges, nous autres trotskystes, nous en souhaiterions bien davantage et qui aillent aussi loin : c'est la première fois dans l'histoire du PCF qu'un dirigeant qui s'oppose à l'appareil, justement, le fait jusqu'au bout et ne capitule pas du premier coup. C'est aussi la première fois depuis 70 ans qu'une opposition, une fois exclue, ne s'évapore pas mais tente de se regrouper et de se structurer, en rejetant vigoureusement toutes les défigurations du stalinisme, du socialisme, telles que nous les avons connues et combattues. C'est le premier membre du BP du PCF qui se présente contre un autre membre du BP du PCF à une présidentielle en lui disputant aussi bien l'Histoire que le présent. C'est, en fait, la première scission du PCF qui vit un tant soit peu durablement avec un soutien de masse assez important.

Vous pronostiquez *a priori* un mauvais avenir à cette scission, à ce mouvement, à la personne de Pierre Juquin. Votre défaitisme, vos sombres pronostics sont en effet loin de vous causer des chagrins d'amour : vous ne vous risquez guère plus à essayer de construire quelque chose.

Vous nous promettez du chagrin dans tous les cas, si Juquin fait un piètre résultat, s'il fait un bon score, si la scission du PCF reste limitée, si elle s'amplifie. Cet empressement à brosser au noir tous les cas de figure sonne un peu faux. Et si la campagne Juquin réussissait, et si nous étions capables, compétents, pour influencer tous ceux qui s'y reconnaîtront, n'est-ce pas une chance à courir ?

Voulez-vous constater que nous conservons notre propre indépendance, que nous ne cultivons *a priori* aucune illusion, que nous ne renions rien de notre programme ? Mais, librement, après discussion, et, à une écrasante majorité au sein de la LCR, nous avons décidé non seulement de soutenir mais de faire réussir la campagne de Pierre Juquin.

Non seulement vous ne dites pas la vérité mais vous ironisez sur les comités... Or il y en a 600, qui rassemblent de 10 à 15.000 personnes dans 100 départements, dans des villes, des régions, dans une centaine d'entreprises, où jamais les révolutionnaires n'avaient eu d'implantation, de contacts.

Vous exagérez en prétendant qu'il n'y a que quelques «alternatifs isolés», qu'il n'y a pas de base sociale derrière cette scission du PCF et dans les comités. Etes-vous si mal renseignés que vous pouvez croire cela ? A Sochaux, à Douai, à Toulouse, à Dreux, à Brest, à Clermont-Ferrand, à Marseille, en Moselle, il y a des cellules d'entreprise, des syndicalistes qui ont rompu avec la direction du PCF et qui sont aujourd'hui en pleine discussion sur des idées qui sont les nôtres.

Et devant la réunion de ces comités, au plan national, le 24 janvier 1988 (1200 présents de toute la France), Pierre Juquin a pris position pour une force radicalement nouvelle, se référant au Congrès de Tours, dénonçant les caricatures des pays de l'Est, s'attaquant vigoureusement au PS et au PCF, proposant de ne pas refaire 81-86 mais d'entreprendre un vrai changement, économique, politique, féministe, antiraciste, écologique, internationaliste, où les travailleurs prennent le pouvoir. Référez-vous donc au texte de son discours : comme Arlette Laguiller, il a pris position pour la dissolution de l'actuelle Assemblée nationale. Il a prôné un gouvernement de gauche sans hommes de la bourgeoisie, ni Noir, ni Monory, ni Stasi, pas de compromis avec la droite, une rupture radicale avec le capitalisme. Il a défendu, ce qui ne vous plaît guère, mais ce que nous, trotskystes, considérons comme correct, l'exigence de battre la droite, de se désister pour que pas une voix ne manque au second tour contre Chirac ou Barre.

Pour un «transfuge du stalinisme» ce n'est pas mal... Nous voudrions que beaucoup d'autres aient ce courage.

Est-ce à dire que nous sommes aveuglés ? Non, nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de plateforme, que parfois ne soit pas compris le rôle irremplaçable des organisations comme la nôtre qui ont maintenu pendant des décennies un programme, une expérience, un savoir-faire qui permettent à Pierre Juquin, quelque conscience qu'il en ait, de se faire entendre aujourd'hui. Et alors ? Nous existons, nous faisons nos preuves, nous serons incontournables, bien sûr, et nous espérons convaincre, au cours de cette campagne, des milliers, des dizaines de milliers de nouveaux militants qu'on peut efficacement travailler ensemble, sans sectarisme, sans risque de nous enfermer dans un ghetto, en nous faisant entendre de millions d'électeurs socialistes et communistes.

Tout n'est pas joué d'avance. Notre bataille n'est pas sans risque. Mais elle est sérieuse et déterminée. Vous auriez du être avec nous pour la mener : le poids des idées révolutionnairs en aurait encore été augmenté ! Car il n'est pas évident, par contre, que l'actuelle campagne d'Arlette Laguiller soit efficace en ce sens.

C'est trop facile et peu politique d'ironiser sur notre «idylle» : regardez de plus près, plus sérieusement et vous verrez que nous avons une grande ambition et que nous travaillons avec enthousiasme à la réaliser. En tout cas, nous espèrons vous en faire la preuve et, du même coup, car vous l'avez dit, vous êtes prêts à reconnaître notre succès sur la base d'une démonstration pratique, ça nous rapprochera peut-être à nouveau après l'élection...

Puisque nous soutenons un candidat, sur cette campagne précise, nous n'entendons pas le faire à moitié. Nous voulons qu'il obtienne un bon score. Nous pensons que pour obtenir un bon score, il faut qu'il ait un profil offensif pour gagner contre la droite, pour le SMIC à 6000 F, pour les 35 h sans diminution de salaire, pour la défense de la «Sécu», pour l'égalité des droits, pour le droit de vote aux immigrés, pour les droits des femmes et des jeunes, pour l'indépendance de la Kanaky, pour le désarmement, contre la force de frappe nucléaire... Pierre Juquin est pour cela ! Nous souhaitons que le candidat soit pour une dynamique unitaire, pour le dé sistement, qu'il en appelle à un vrai changement, à ne pas refaire 81-86, à dissoudre l'Assemblée, à rompre avec la bourgeoisie, le patronat, ses hommes, ses partis, à ouvrir la voie au socialisme... C'est *tout à fait* ce que dit Pierre Juquin ! A peu de choses près, cette campagne est celle que nous aurions faite : car ça ne sert à rien de se présenter à 32.000.000 d'électeurs et de dire : *«Nous sommes révolutionnaires et nous sommes en colère»*. Nous avons compris qu'il vaut mieux avancer quelques axes, opportuns, ayant l'écoute de millions de travailleurs, s'opposant nettement à la droite et se distinguant de ce que disent, et ne disent pas, les candidats et dirigeants du PCF et du PS. C'est *encore ce que fait Pierre Juquin.*

Cette campagne est la nôtre, jusqu'à présent. Si nous avions des désaccords nous les dirions. Donc demain, pas de déception à avoir : nous aurons essayé de toutes nos forces de *réussir* sur une orientation à laquelle nous croyons et, ce, avec des milliers d'ex-membres du PCF (notamment mais pas seulement) que nous sommes bien contents de côtoyer. Cela aurait été préférable de nous entendre pour, ensemble, faire cette campagne. Mais, à défaut, chers camarades, rendez-vous à l'heure du bilan.

Gérard FILOCHE
Bureau Politique de la LCR (SFQI)

Pour l'élection présidentielle, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière ont fait des choix différents. Elles ont convenu d'en débattre en publiant ces deux tribunes dans leurs organes respectifs, *Rouge* et *Lutte Ouvrière.*

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : DEUX STRATÉGIES PLUS QUE DEUX TACTIQUES

(Lutte Ouvrière)

La fonction essentielle de l'élection présidentielle est d'obtenir des exploités qu'ils plébiscitent une politique dirigée contre eux. Les électeurs ouvriers croient voter pour des hommes différents mais ils ne savent pas quelle politique on leur demande d'approuver réellement. Implicitement les travailleurs espèrent qu'avec le candidat de gauche il s'agit d'une politique en leur faveur, mais de fait on leur demande de voter d'abord, quant à la politique ils verront bien après.

C'est pourquoi le rôle de ceux qui représentent une politique de classe, qui représentent les intérêts politiques immédiats et à venir de la classe ouvrière, doit être d'offrir la possibilité aux travailleurs de s'exprimer par leurs votes sur des choix clairs, sans ambiguïté, concernant leur propre situation dans le contexte social et politique du moment.

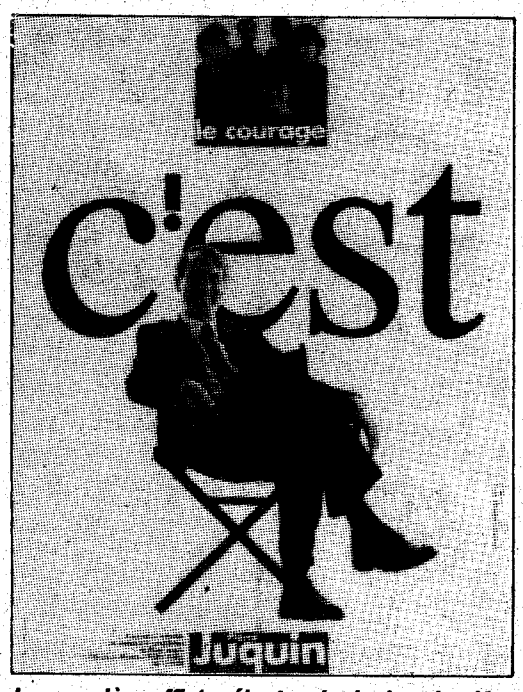
Il ne s'agit donc pas de présenter une candidature révolutionnaire avec tout ce que ce terme contient, mais d'offrir un choix de classe correspondant à la situation. Et il s'agit de vérifier, sans ambiguïté possible, combien ce choix rassemble de suffrages. Si c'est peu, il faut le savoir. Si c'est beaucoup, cela peut changer le moral de la classe ouvrière et ce n'est pas rien. L'enjeu n'en est donc pas nul. Il faut bien sûr que le choix en question soit susceptible de rassembler le maximum de voix de travailleurs, mais il faut surtout qu'il soit très clair.

C'est le sens de la candidature d'Arlette Laguiller, qualifiée de «populiste» par la LCR en 1974, car en fait, nous avons toujours eu des divergences à ce propos avec la LCR qui considère surtout les élections comme un marchepied organisationnel, soit pour se renforcer, soit pour cristalliser un rassemblement.

Nous ne rappellerons que pour mémoire la campagne présidentielle, encore plus puérile que gauchiste, de la LCR en 1969 à l'issue de laquelle l'objectif fut «d'organiser les 200.000 électeurs d'Alain Krivine» ! Par la suite, en 1974, il y eut la tentative de rassemblement – déjà – autour de Piaget qui se récusa. En 1981, absence de la LCR faute de volonté réelle de trouver des signatures dans une situation où la LCR n'avait rien à dire contre la gauche.

Aujourd'hui, une fois de plus la LCR ne considère cette échéance électorale que sous l'angle organisationnel, sur l'éventualité (supposée plus que réelle) de voir surgir de la campagne Juquin une nouvelle organisation politique. C'est dans l'axe de l'après 1969, de l'expérience Piaget et de bien d'autres «alternatives» toutes moins réussies les unes que les autres. Mais ce n'est pas de cette façon que les révolutionnaires doivent considérer leur participation électorale.

La LCR s'efface aujourd'hui devant Juquin. Elle estime donc qu'il n'y a rien de plus à dire aux travailleurs que l'ex-porte-parole du PCF, dans cette période de crise économique qui s'est traduite par une politique anti-ouvrière menée d'abord par la gauche, puis par la droite, dans le cadre d'une cohabitation qui peut demain s'étendre au domaine gouvernemental. C'est le choix inverse du nôtre. La LCR considère qu'il n'y a rien d'essentiel à dire aujourd'hui sur le bilan de cette politique, ni sur les perspectives pour la classe ouvrière, qu'il n'y a rien sur lequel dans ce domaine il est indispensable d'offrir aux travailleurs la possibilité de se prononcer. Car force est de constater que sur ces questions Juquin est presque muet, même en proposant sa «nouvelle radicalité» assortie d'ailleurs de la proposition d'un ministère de la Paix et du Désarmement (pour lui ?).



La première affiche électorale de Juquin...Un pliant, en attendant un fauteuil ministériel ?

Pour notre part nous sommes convaincus que Juquin ménage l'avenir – le sien, pas celui des travailleurs – en laissant ouverte la possibilité d'utiliser ses 5, 4, 3 ou même 1% des suffrages (comme Bouchardeau) pour demander une place dans un futur gouvernement de cohabitation. Pour cela il faudrait bien sûr que Mitterrand l'emporte et qu'il estime utile la présence de Juquin au gouvernement. C'est la part de loterie. Mais en se présentant, Juquin a pris un billet pour participer au tirage.

Mais selon les camarades de la LCR, la personnalité, les idées, les ambitions de Juquin ne constitueraient pas l'essentiel. Ce qui compterait, c'est la dynamique de son courant.

Primo, il faudrait qu'une telle dynamique existe ailleurs que dans les pages de *Rouge,* ce qui n'est pas évident. Secundo, il serait dans ce cas, justement, indispensable de défendre ouvertement une politique qui contribuerait à dissiper les ambiguïtés et à prévenir les retournements futurs. Pas pour jouer les Cassandre, mais pour éviter que les illusions d'aujourd'hui préparent encore une fois les déceptions et les démoralisations de demain.

Or la direction de la LCR procède à l'inverse. Depuis des mois – et c'en est choquant – les articles de *Rouge,* les tracts de la LCR font une large place aux éloges envers Juquin et ne laissent paraître l'ombre d'une réserve que d'une façon si nuancée, en s'en excusant tellement, qu'il faut s'y prendre à deux fois pour comprendre qu'il y a désaccord possible.

Comme Juquin n'est pas devenu trotskyste, ni révolutionnaire, la LCR a choisi de devenir juquiniste... pour peser sur l'évolution de Juquin et des gens qui se regroupent autour de lui. Lesquels gens, Juquin en tête, ne cachent pas leur mépris pour le rôle de la LCR et ses militants. Il n'est que voir l'interview qu'a donnée la semaine dernière dans *La Croix* la directrice de campagne de Juquin qui parle des «liguards».

L'espoir affirmé de la direction de la LCR serait de profiter de la candidature de Juquin pour sortir de la «marginalité». Juquin peut rester «marginal» ou pas sur le plan électoral, et devenir sous-ministre. Est-ce que cela sortira la LCR de la marginalité ?

Si le courant incarné par Juquin ne prend pas d'essor, il est évident que non !

S'il se développe, la LCR sera maintenue à l'écart. L'attitude de Juquin à son égard montre assez quelle place il lui réserve. Et la seule façon de la LCR de sortir de sa marginalité serait alors de se fondre, c'est-à-dire de disparaître dans le mouvement qui ne pourra se situer qu'entre le PC et le PS.

Et en tout cas, répétons-le, pour le moment, face à cette échéance politique qu'est l'élection présidentielle, la LCR démissionne face aux travailleurs auxquels elle n'a rien à dire.

Jean-Pierre VIAL

Meeting à St-Brieuc avec Lajoinie. Le grand air c'est l'appel à voter « pour la lutte ». Mais que fera le PCF si la question de la lutte générale se pose à nouveau ? (Gamma)

La campagne d'André Lajoinie :

LE TON DU PCF A CHANGÉ MAIS PAS SA POLITIQUE

Les dirigeants du Parti Communiste Français, en campagne pour leur candidat Lajoinie, multiplie les assemblées de militants et les meetings. Ils y développent le programme du PCF, avec des revendications comme le SMIC à 6 000 F, un minimum garanti de 3 000 F pour les chômeurs, la fin du travail sous-payé pour les jeunes.

Tant mieux si le PCF se fait le défenseur des revendications de la classe ouvrière. Il a «gauchi» par rapport aux années où il était au gouvernement ! Seulement, ce qui est essentiel pour les travailleurs aujourd'hui, plus que les revendications à mettre en avant, c'est d'avoir conscience des voies et des moyens par lesquels ils pourraient les obtenir.

Cela, les dirigeants en campagne se gardent bien d'en parler. Ils présentent le vote pour Lajoinie comme le *«vote pour la lutte»*. C'est bien, mais est-ce que c'est vrai ? Est-ce que si les travailleurs suivent Lajoinie et se prononcent pour la lutte, le PCF mettra toute son influence à organiser, sur le plan des luttes sociales justement, la contre-offensive nécessaire ? Mais à quoi sert de parler de voter pour la lutte, si on ne dit pas par quelles luttes, en suivant quelles voies, les travailleurs pourront imposer leurs revendications au patronat ?

Dans la situation actuelle, marquée par la crise et le recul de la classe ouvrière, c'est une lutte d'ensemble, une contre-offensive générale de la classe ouvrière qui est nécessaire. Les seules luttes susceptibles d'être victorieuses sont les luttes susceptibles de s'étendre, de se généraliser, de déboucher sur une épreuve de forces dans laquelle la classe ouvrière mettrait tout le poids qu'elle détient, de par son nombre, de par sa cohésion, de par sa place dans la production.

Le PCF est capable, bien sûr, de parler de la nécessité d'une lutte générale... sauf justement quand il y a une lutte susceptible d'être généralisée ! Quand il y en a une, le PCF n'est plus en fait pour la généralisation des luttes. on l'a vu l'an dernier, pendant la grève des cheminots. Le problème aurait été alors d'étendre la grève à tous les travailleurs, de tenter d'en faire le point de départ d'une contre-offensive de toute la classe ouvrière. Bien des militants ont aujourd'hui le sentiment d'avoir «loupé» l'occasion... mais ne se rendent pas compte que la politique de la direction du PCF a justement été d'éviter l'extension de la grève !

Par contre, le PCF peut pousser sans problème aux luttes dites «dures», celles où les travailleurs, souvent contraints à la lutte parce qu'on les attaque, parce qu'on les licencie par exemple, se retrouvent à se battre isolés et sont, malheureusement, bien souvent défaits et démoralisés...

Comme cela, le PCF peut se prétendre le *«parti des luttes»*... mais surtout des luttes dispersées, tout en ne faisant rien pour que ces luttes soient victorieuses.

En fait, avec un programme et un langage plus radicaux qu'en 1981, le PCF a fondamentalement la même politique qu'alors. Il dit aux travailleurs : votez pour nous, nous avons un programme (Lajoinie est *«le seul à proposer une alternative à la politique actuelle»*), nous ferons le reste. Car, vous verrez, si le PCF recueille de nombreuses voix, il *«pèsera» : «Le président élu ne pourra pas mener la même politique si Lajoinie a beaucoup de voix ou peu de voix»* dit Marchais.

C'est vrai que si le PCF voyait son score remonter, cela pèserait sur la politique des autres partis, en ce sens qu'ils interprèteraient cela comme une radicalisation de la classe ouvrière. Mais lui, le PCF, s'empresserait de monnayer cette influence retrouvée pour montrer qu'il est indispensable... pour faire tenir tranquilles les travailleurs.

Les travailleurs ont pu voir après 1981 ce que valaient, pour peser de l'intérieur sur le gouvernement, les voix du PCF et de ses ministres. En 1988, le PCF ne propose pas une politique différente. C'est pourquoi, tant qu'à faire, le vote qui pèsera le plus, le plus clair, sera le vote pour la candidate de Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller. Elle seule dira clairement que les travailleurs ne peuvent «peser» sur le gouvernement, de gauche comme de droite, que de l'extérieur, par leurs luttes.

La seule chose vraiment utile que les travailleurs peuvent faire dans ces élections, c'est montrer qu'ils en sont conscients, et donner ainsi un avertissement à la bourgeoisie et aux hommes politiques à son service. Mais ce n'est pas ce sens que les dirigeants du PCF veulent donner au vote pour leur parti. Ils veulent, encore une fois, un chèque en blanc pour une politique qui a déjà mené les travailleurs à des désillusions. Pourquoi donc les travailleurs leur feraient-ils confiance à nouveau ?

Sylvie FRIEDMAN

Le Pen à «l'heure de vérité»

LE FOND ANTI-OUVRIER RESSORT...

Au cours de l'émission *L'Heure de vérité* à la télévision, mercredi 27 janvier, on a vu Le Pen essayer de se donner une allure de candidat « sérieux » à la présidence. Côté physique, on a eu droit à son changement de coiffure. Côté langage, à des propos à peine plus mesurés concernant l'immigration et à un rappel de sa position pour le deuxième tour de l'élection présidentielle : il *« a proposé à MM. Chirac et Barre un appel de désistement réciproque »*...

Mais s'il y avait pour les travailleurs quelque chose à tirer de cette émission, c'est sans doute la façon dont Le Pen s'attaque à eux sans fard. Il y a eu un couplet contre les fonctionnaires : *« La moitié des Français travaillent actuellement pour l'Etat qui fait généralement plus mal et plus cher »* (que le secteur privé), *« il faut que dans la Fonction publique, la rémunération ne soit plus bêtement liée à l'ancienneté, mais plutôt à la qualité et à la quantité du travail accompli »*. Un avis aux enseignants : *« Il faut moins de professeurs »*.

Et un avis à tous les travailleurs : il faut *« laisser les patrons entreprendre »*, *« diminuer les charges sociales »*, et tant mieux maintenant si *« de fait, le SMIC n'existe plus, avec les TUC et autres SIVP » !*

Nous voilà prévenus : avec Le Pen, les travailleurs, tous les travailleurs, en baveraient. Notre politicien respectable devrait se méfier, car il n'est pas dit que ce ne soit pas l'inverse.

S.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995